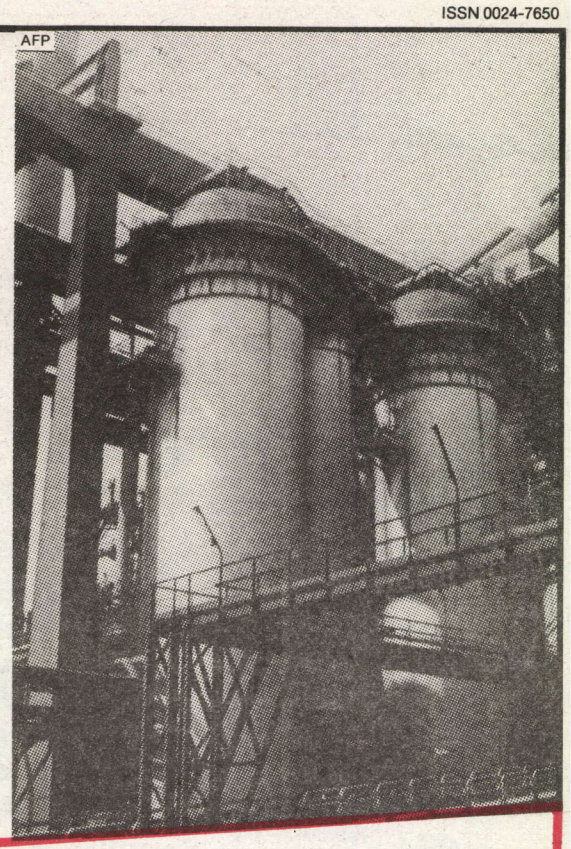
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 214 - 4 octobre 1991 - prix : 8 F

GAMMA

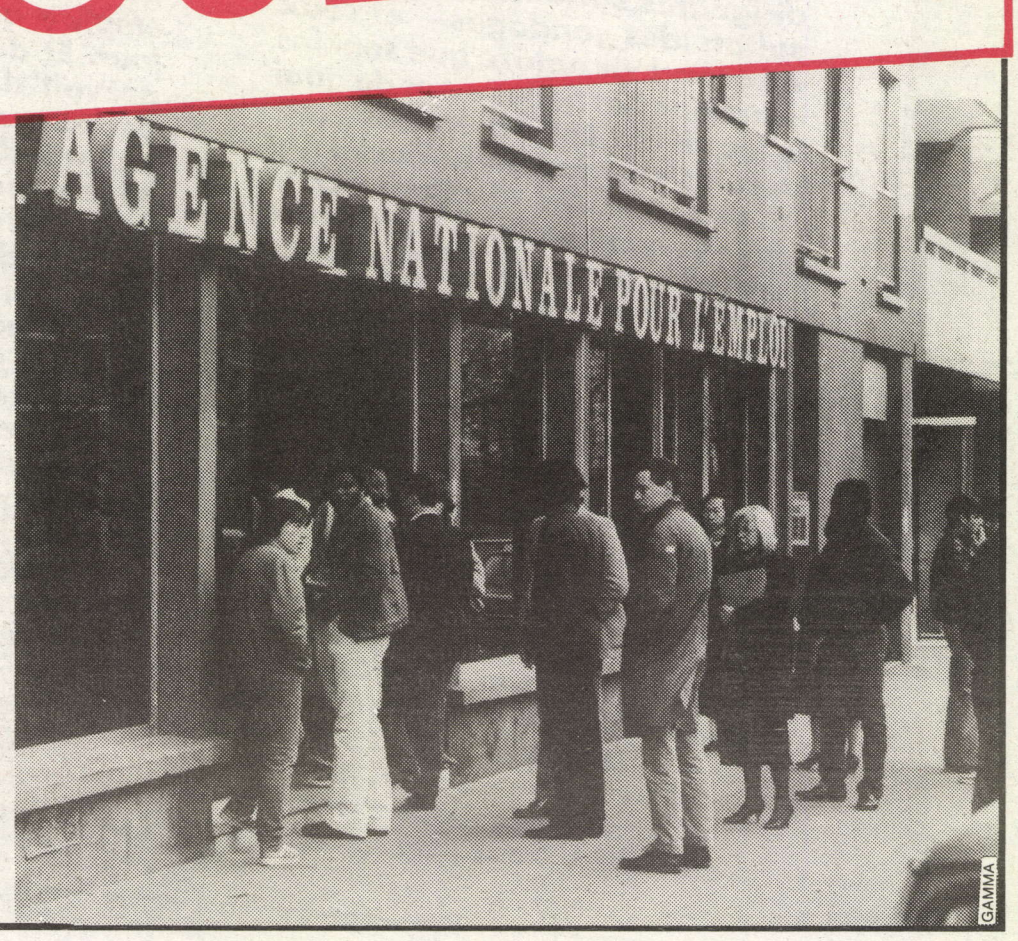


AFP

Licenciements en série, Salaires en baisse

LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE MAIS NE VOUDRAIT PAS DE VAGUES

AFP



GAMMA

M6189 - 1214 - 8,00 F

Licenciements en série, baisses de salaires

LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE MAIS CRAINT LES VAGUES

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Après avoir mené depuis plus de dix ans la politique du patronat qui a abouti aujourd'hui à faire qu'il existera bientôt dans ce pays trois millions de chômeurs, le gouvernement vient de conseiller aux directions des entreprises nationalisées, non pas de renoncer aux mesures de licenciements prévues... mais simplement de se montrer plus prudentes dans la façon de les annoncer. Il faut soigner l'emballage en quelque sorte !

Il faut dire que cette fois, les chiffres rendus publics à peu près au même moment, sont impressionnants. Air France vient d'annoncer, dans les deux, trois années à venir, 3000 suppressions d'emploi ; Thomson CSF, 4000 ; GIAT-Industrie ,3000 ; Renault , 4260 ; Rhône Poulenc, 1300 ; Usinor, 2000 ; Aerospatiale, 1100.

Le gouvernement feint aujourd'hui de n'avoir pas de responsabilité dans ces mesures. Il se donne le rôle d'arbitre. Il admoneste les PDG des entreprises nationalisées. Mais c'est de la comédie. Il en a été informé, c'est même lui qui a donné le feu vert.

Mais voilà ! L'annonce de cette série massive de coupes claires, qui va de pair avec l'annonce de dizaines de milliers de licenciements dans le secteur privé, le gêne aux entournures. Car les dirigeants socialistes, vu les résultats des sondages – et ceux en grandeur nature que sont les élections partielles – ont de quoi s'inquiéter. Les échéances électorales sont proches. Mais il n'y a pas que les élections. Et le gouvernement peut, à juste titre craindre aussi qu'à force de sacrifices imposés à la classe ouvrière, celle-ci ne réagisse. Et pas seulement en boudant les socialistes dans les urnes, mais en se mettant en colère pour de bon, sur le terrain des usines, des entreprises, dans la rue,.

Le chômage est la conséquence la plus dramatique de la politique anti-ouvrière du patronat et du gouvernement. Il prend actuellement une tournure spectaculaire, avec les annonces de la rentrée. Des milliers et des milliers de chômeurs vont s'ajouter à ceux qui existaient. Mais il n'en est pas le seul aspect. Il y a aussi la baisse des salaires, qui d'après les chiffres officiels devrait tourner en moyenne autour de 1 % pour l'année 1991. En fait, la baisse du pouvoir d'achat est bien plus forte que cela. Surtout pour les catégories les plus mal payées.

A cela il faut ajouter que, depuis des années maintenant, un nombre croissant de travailleurs ont des emplois précaires, des horaires partiels et des revenus variables, jamais garantis.

Pendant ce temps-là, le gouvernement non seulement annonce des subventions pour les capitalistes, mais il décide des exonérations fiscales à leur profit, et diminue leurs charges sociales sous prétexte de créer des emplois qui ne voient jamais le jour. Et dans le même temps il prévoit d'amputer les budgets sociaux sous prétexte que les caisses de l'Etat sont vides. Et tout le monde sait que sous peu c'est encore aux travailleurs qu'on demandera de payer pour renflouer les caisses des assurances chômage.

Alors jusqu'à présent le gouvernement n'a pas été vraiment gêné par les réactions des travailleurs. Mais la manifestation des paysans, à sa façon, et sur ses objectifs propres, a donné une image de ce que peut être le mouvement d'une catégorie sociale quand elle se mobilise. Les paysans sont un million dans la société, la classe ouvrière est dix fois plus nombreuse. Et les prudences du gouvernement sont un indice de ses craintes. Des craintes qui ne sont pas sans fondement.

Une partie du patronat a réagi aux conseils de prudence du gouvernement, en faisant comme s'il s'agissait d'une ingérence de l'Etat. Manière de montrer, sans doute, que les patrons, eux, n'étaient pas sujets aux préoccupations politiques des socialistes, et qu'élections ou pas, Ils n'entendaient pas modérer leurs projets en ce qui concerne les réductions d'effectifs.

Eh bien les travailleurs doivent se comporter de même. Ne pas s'embarrasser du calendrier des politiciens pour réagir. D'ailleurs ceux d'en face, leurs adversaires, les patrons et le gouvernement ne leur laissent pas le choix . Eux mènent la lutte de classe, chaque jour, sans rémission, sans état d'âme et sans pitié. Aux travailleurs de leur rendre la pareille.

Haïti

LA POPULATION À NOUVEAU SOUS LA BOTTE DES MILITAIRES

La prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY
portera sur :
L'URSS
APRÈS LE COUP
D'ÉTAT MANQUÉ
VENDREDI 4 OCTOBRE 1991
à 20 h 30
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - 75005 Paris
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 10 F

Moins de huit mois après son arrivée au pouvoir, le président Aristide a donc été renversé par les militaires et remplacé par le chef d'état-major, le général Raoul Cédras, qui aurait pris la tête de la junte.

D'heure en heure, le bilan des affrontements entre la population et les putschistes s'alourdit. On parle de plus de cent morts et de centaines de blessés. L'armée, visiblement décidée à semer la terreur, s'est livrée à de véritables massacres dans les rues de la capitale, Port-au-Prince, tirant délibérément et sans sommations, non seulement sur les dérisoires barricades de pneus érigées par les partisans d'Aristide, mais également sur de simples passants, tuant femmes et enfants, jeunes et vieux. Malgré les poches de résistance dans certains quartiers populaires de la capitale, comme Carrefour, et en province, notamment à Gonaïves et aux Cayes, la junte militaire, avec à sa tête l'ancien chef d'état-major du gouvernement Aristide, semble contrôler la situation.

UN GOUVERNEMENT ARISTIDE DE PLUS EN PLUS CONTESTÉ

En fait, ce sanglant coup d'Etat militaire n'éclate nullement comme un orage dans un ciel serein. Porté au pouvoir par une spectaculaire mobilisation populaire lors des élections de décembre 1990, Aristide était de moins en moins accepté par la bourgeoisie qui haïssait, sinon Aristide lui-même, du moins les forces sociales auxquelles il devait son élection.

Passée l'euphorie des élections, les couches pauvres, pour leur part, commençaient à manifester une certaine impatience. Car durant ces sept mois, malgré les discours répétés sur la justice et l'égalité, aucune mesure concrète n'avait été prise pour alléger le sort des plus démunis de ce pays, le plus pauvre de toute l'Amérique latine, et ce n'est pas peu dire. Ni dans les villes où la bourgeoisie augmentait sa pression, affamant de plus en plus la population pauvre par le chômage et l'inflation, ni dans les campagnes où les grands propriétaires continuaient à chasser les paysans de leurs terres. Chantre de l'unité nationale et refusant de s'en prendre aux intérêts des riches, le gouvernement Aristide-Préval n'avait entrepris aucune des réformes économiques indispensables.

Pendant que, d'un côté, ceux qui avaient eu le plus d'illusions dans l'élection d'Aristide s'installaient dans la déception, le milieu politique qui formait l'ossature du mouvement "lavalas" (le mouvement d'Aristide) et s'était hissé au pouvoir derrière lui commençait à revendiquer plus de postes. Cela avait débouché sur une crise politique entre le Parlement et le gouvernement Aristide-Préval, où son mouvement était pourtant largement représenté.

Par ailleurs certaines organisations syndicales comme la CATH, ou politiques, comme la KID, qui pourtant se revendiquaient du mouvement d'Aristide, commençaient à manifester contre la lenteur des réformes. Ce qui avait entraîné des réactions violentes des partisans d'Aristide et conduit dernièrement à l'incendie des locaux de la CATH et la KID.

UNE ARMÉE RÉNOVÉE, MAIS PAS PLUS AU SERVICE DE LA POPULATION

Quant à l'armée qui, devant les réactions de la population, s'était finalement désolidarisée d'une première tentative de putsch menée en janvier dernier par Roger Lafontant, le chef de file des duvaliéristes, elle n'aura pas attendu longtemps pour reprendre le devant de la scène. Depuis son arrivée au pouvoir en février dernier, Aristide n'avait pourtant pas lésiné sur les gestes en direction des militaires. Multipliant les déclarations rassurantes sur le "loyalisme" de l'armée et de ses chefs, ainsi que les gestes spectaculaires, comme l'accolade donnée publiquement le jour de son investiture au chef d'état-major, il avait mis tout son crédit personnel pour convaincre la population que son gouvernement inaugurait un véritable changement, marqué par le "mariage entre le peuple et l'armée". Et il n'avait de cesse de la présenter comme le rempart de la démocratie, même lorsque les complots éclataient au grand jour, comme en juillet dernier au sein de la Marine.

Certes, comme il avait entrepris de chasser les dignitaires duvaliéristes des hautes sphères de l'administration, le gouvernement d'Aristide avait remanié l'état-major. Quelques gradés trop compromis dans les régimes précédents avaient été remplacés par des officiers et des généraux moins corrompus, sinon plus proches de lui. Mais l'armée n'en était pas transformée pour autant en un instrument au service de la population. Au contraire, tout en semant des illusions dans les rangs des masses pauvres, cette politique d'Aristide a surtout contribué à remettre sur pied une institution jusque-là discréditée par la corruption, la contrebande et les trafics en tout genre, désorganisée par les multiples magouilles politiques de ses chefs, et en grande partie rendue inefficace en tant qu'instrument de répression au service des classes possédantes.

Et si, comme l'ont relevé des témoins, des unités et peut-être même une partie de l'état-major ne se sont ralliées aux putschistes qu'après coup, cela semble plutôt le signe que certains chefs militaires, instruits par l'échec de la tentative de Lafontant, attendaient prudemment de voir comment évoluait la situation. En tout cas, il ne s'est trouvé aucun cadre de l'armée, même parmi ceux que l'on nous présentait jusque-là comme des modérés ou des proches d'Aristide, pour s'opposer aux rebelles. Quant aux "petits soldats", soumis de nouveau à la discipline, ils n'ont guère d'autre choix que d'obéir aux ordres. Tout cela ne fait que renforcer le caractère criminel des illusions politiques semées par Aristide qui, en désarmant politiquement la population, lui avait lié les mains face à l'armée, rendant plus faciles le renversement du régime et la répression qui la frappe aujourd'hui.

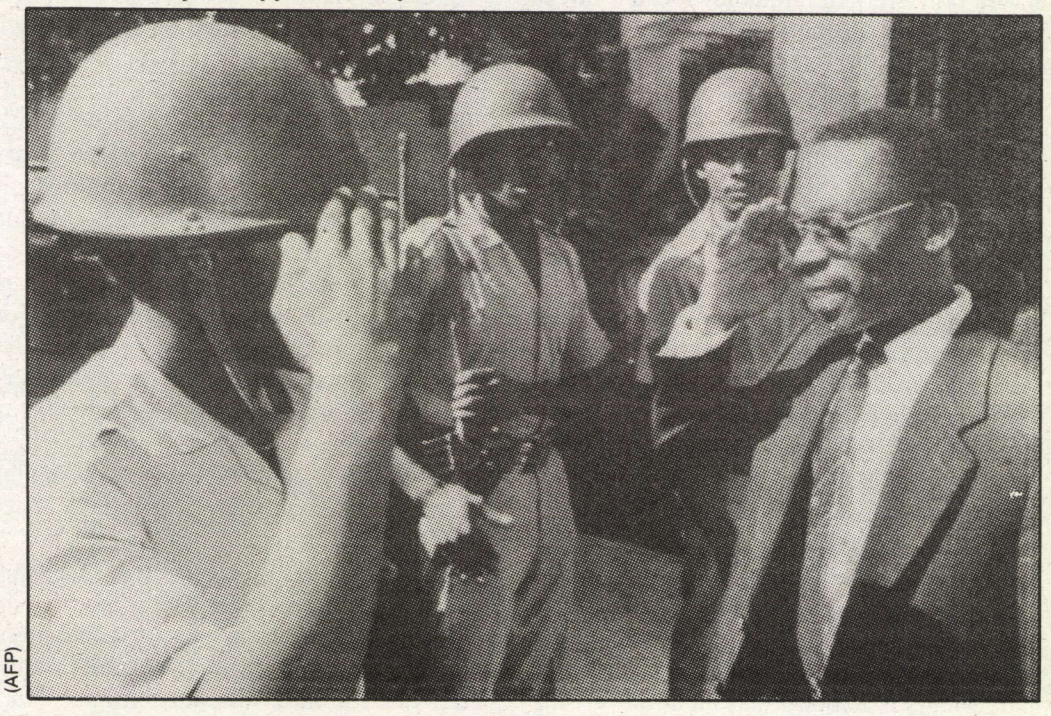
ET MAINTENANT ?

Une chose est sûre : par son caractère brutal, sanglant, le coup d'Etat marque nettement la volonté des militaires, moins de s'en prendre à Aristide lui-même - ce dernier a pu s'envoler pour l'exil - que de terroriser la population, de briser pour un temps toute velléité de manifestation et de revendication. Cette répression se poursuivra-t-elle par une chasse aux militants et aux éléments les plus conscients dans les quartiers et les usines, il est encore trop tôt pour le dire. Une répression féroce, plus ou moins longue, n'exclurait d'ailleurs pas pour autant l'éventualité que les militaires procèdent à de nouvelles élections, au profit, cette fois, de candidats sans appui dans la population, qui rendent la dictature plus présentable devant l'opinion publique internationale, du point de vue des USA et des puissances occidentales. D'ailleurs, les premières déclarations du général Cédras, le porte-parole de la junte, laissent entendre qu'il pourrait y avoir des "élections libres" dans un proche avenir - mais tous ses prédécesseurs en dictature militaire en ont fait autant.

Quant à la classe ouvrière et aux populations pauvres, sortiront-elles brisées de cette nouvelle épreuve de force ? Pas sûr. Bien des fois, depuis la chute de Duvalier, elles ont montré une grande capacité de mobilisation et de résistance. Mais si les pauvres d'Haïti veulent faire respecter leurs droits, même simplement à la démocratie, les événement d'aujourd'hui le prouvent, ils devront les imposer et les défendre par la force, et pour cela s'organiser et s'armer.

Roger MEYNIER

Aristide a toujours appelé au respect de l'armée !



(AFP)

La manifestation du 29 septembre.

(AFP)

L'AGRICULTURE EN LES FRUITS DE LA

Il y avait, parmi les diverses catégories d'agriculteurs venus défiler à Paris, plus que des différences : un énorme fossé. Celui qui sépare d'un côté ceux qui vivent chichement de leur travail et de l'autre les capitalistes qui recueillent les fruits d'un placement en argent leur permettant de s'approprier une part de richesses sans commune mesure avec le travail fourni. Il n'y a pas grand-chose de commun, en effet, entre un propriétaire richissime de Champagne où l'hectare de vignoble se vend en moyenne 900 000 francs et un éleveur d'un des départements pauvres du pourtour du Massif central qui n'obtient même pas l'équivalent du Smic pour de longues journées de travail.

Les seconds étaient évidemment plus nombreux que les premiers à manifester : petits cultivateurs endettés ; producteurs de lait contraints à la reconversion ; et aussi des agriculteurs encore financièrement à flot au prix d'un labeur incessant mais s'interrogeant sur l'avenir de leur ferme, conscients d'être piégés dans une course incessante à la production pour compenser la baisse des cours que crée, justement, cette croissance des quantités produites. Un cycle infernal.

Les problèmes de l'agriculture sont aujourd'hui comme une caricature de tous les maux dont souffre cette société capitaliste qui sait produire de façon compétitive comme disent les économistes, mais reste aveugle aux besoins humains et aux nécessités de la suivie du milieu naturel. Notre belle agriculture capitaliste sait en théorie économiser le travail mais en en gaspillant autant sinon plus pour parvenir à ses fins. Elle sait polluer les rivières et les sols en grand, utiliser même des produits nocifs pour faire pousser les veaux : il faut bien rembourser les banquiers qui ont vendu les machines, les engrais et les étables dernier cri.

L'absurdité du système tient au fait qu'aux maux du capitalisme ont été appliqués avec régularité des remèdes tout aussi capitalistes qui n'ont fait qu'aggraver le mal. Le système des prix garantis institué dans le cadre de la Communauté européenne a favorisé les plus gros exploitants. Il les a encouragés à produire de plus en plus de céréales, de viande, de lait. Et les petits

Dix millions de salariés peuvent se faire entendre plus fort qu'un million de paysans

Les paysans ont donc manifesté à Paris dimanche dernier. Ils sont venus des différentes régions du pays, le plus souvent derrière leurs notables locaux, et ce sont les organisations dirigées par les capitalistes de l'agriculture, comme la FNSEA de Raymond Lacombe, qui ont pris la tête de tout le mouvement.

Les politiciens de droite, comme les socialistes au gouvernement, se sont apitoyés sur la désertification des campagnes et sur ce qu'ils appellent le désespoir des trois millions de paysans du pays (femmes et enfants compris), eux qui montrent beaucoup moins de compassion face au désespoir des trois millions de chômeurs et des millions de salariés payés moins de 5 000 F net.

Il y a bien des problèmes dans les campagnes. Mais il y a paysans et paysans, car sur le nombre, tous ne sont pas désespérés, loin de là. Il y a, c'est vrai, les 50 000 petits agriculteurs, les plus pauvres, dans l'Aveyron, le Limousin, le Lot par exemple, dont les revenus nets sont inférieurs à 30 000 F par an et qui vivent aussi difficilement que les smicards. Mais il y a aussi par contre, à l'autre bout de l'échelle sociale, les véritables capitalistes de l'agriculture, ces 150 000 hommes d'affaires qui dégagent plus de 300 000 F de revenus personnels par an.

La population rurale a fondu depuis la dernière guerre. Il y a avait alors trois millions d'exploitations agricoles, il n'y en a plus qu'un million aujourd'hui. Mais ce sont uniquement les riches qui ont profité des progrès de la productivité agricole. Les plus pauvres ont dû abandonner leur exploitation. Eux-mêmes ou leurs enfants ont dû rejoindre, au fil des ans, les rangs des travailleurs des villes. C'est ainsi que les campagnes se vident des petits paysans.

Dans les manifestations, ce sont bien sûr ceux qui connaissent le plus de difficultés qui sont le plus mobilisés. Mais ce ne sont pas eux qui profitent des résultats de leur mobilisation. Car ce sont les plus riches, les betteraviers, les gros céréaliers, ou les gros éleveurs, qui touchent l'essentiel des milliards de subventions débloqués par le gouvernement pour soutenir les cours. Car ces capitalistes-là, comme dans l'industrie d'ailleurs, malgré les discours sur l'économie de marché, ont besoin du soutien de l'Etat et de ses finances pour être concurrentiels sur le marché européen et mondial.

Les paysans les plus en difficulté, eux, obtiendront peut-être juste de quoi payer leurs traites au Crédit Agricole, un sursis, mais certainement pas de quoi développer très longtemps leur exploitation. Car les petits paysans ont beau être méfiants, ce sont tout de même les dupes des bourgeois ruraux qui exploitent leur mécontentement.

A la différence des paysans, quand nous, ouvriers et employés, faisons grève, ou quand nous défilons dans la rue, les politiciens sont moins pressés de se montrer à nos côtés. Il est vrai que le président du CNPF ou les PDG des grosses entreprises auraient bien du mal à se mettre en tête des manifestants ouvriers ! On voit plutôt alors les ministres, y compris socialistes, calomnier les ouvriers et non les flatter. Les choses au moins sont claires !

Mais ce qui nous manque, aujourd'hui, à nous les ouvriers, dont la colère s'est pourtant accumulée ces dix dernières années de chômage et de réduction des salaires, c'est la conscience de notre force potentielle. Dix millions de salariés pourraient se faire craindre et respecter rien qu'en arrêtant le travail tous ensemble et en manifestant partout à la fois, quand un million de paysans se font hypocritement flatter par les politiciens, la presse et la télé et que ce sont les plus riches d'entre eux qui en profitent.

Mais si les travailleurs de l'industrie et des services se montraient de la même façon, le gros patronat serait enfin contraint de payer, au lieu d'empocher comme il en a tellement l'habitude. Et par la même occasion, cela servirait les petits paysans qui pourraient vendre, à des consommateurs solvables, le fruit de leur travail à son juste prix.

Editorial des bulletins d'entreprise

CRISE

LOI DU MARCHÉ

Epandage de carottes et navets autour de Nantes en juin 1989.

Le Bot/ Gamma

exploitants, à qui la banque, la coopérative, l'usine faisaient miroiter l'aggrandissement, ont suivi.

Quand le système est devenu intenable, on a commencé à laisser jouer partiellement les lois du marché c'est-à-dire à laisser les prix baisser. Mais surtout pour les productions des petites exploitations. Ceux qui ont établi les quotas laitiers, calculés sur la base des capacités de production existantes, ont de cette façon sciemment favorisé les plus gros producteurs. Les éleveurs ont été laissés la proie des industriels de la viande. Les chaînes de supermarché qui vendent aujourd'hui plus de la moitié de la boucherie ont systématiquement importé afin de peser sur les cours à l'achat sans pour autant baisser les prix pour le consommateur. Une récente étude officielle a confirmé ce dont tout le monde se doutait : les gros bouchers se sont, ces dernières années, considérablement engraissés sur le dos des éleveurs.

Dans le même temps, où le budget de l'Etat subventionne les abandons de terre pour freiner la production, les pauvres d'ici se privent et les centaines de millions de très pauvres des autres continents souffrent de malnutrition. Et quand parfois, une partie des surplus agricoles européens parvient en Afrique, un autre genre de calamité est au bout. La viande de mauvaise qualité (bas morceaux désossés, poules de réforme, ailes et croupions de volailles, abats, pieds de porcs) exportée à des prix de dumping depuis l'Europe concurrence les productions locales et ruine les éleveurs d'Afrique occidentale. Les rebuts de l'Europe empoisonnent ainsi plus qu'ils n'aident.

Il est de bon ton par les temps qui courent d'ironiser sur l'économie de l'URSS qui aurait été victime de la collectivisation. Et notamment de se gausser de l'agriculture soviétique, incapable même de tirer profit des bonnes années, faute de moyens de transports, faute aussi d'équipements pour stocker les récoltes.

Mais que voit-on dans l'Occident développé ? Les silos à blé existent mais ils débordent. A tel point que les gros céréaliers capitalistes, de la Beauce française et de l'Ouest américain, sont depuis des décennies les plus farouches partisans de l'aide alimentaire à l'URSS, pour écouler leurs stocks... Les frigos fonctionnent mais ils ne suffisent plus à contenir les montagnes de beurre et de viande qui encombrent l'Europe occidentale. Et quand l'Occident envoie quelques cargaisons vers les pays pauvres, il s'agit de rebuts à peine mangeables, propres seulement à engraisser ceux qui ici et là-bas en font commerce.

Mais soyons objectifs : le capitalisme progresse, il corrige ses défauts. Ainsi une solution intelligente, rationnelle, vient d'être trouvée pour les exportations de viande de Pologne, de Hongrie et de Tchécoslovaquie qui menaçaient de faire encore chuter les cours pour les éleveurs d'ici. Le gouvernement français a pris une grande et sage décision : des quantités limitées de viande des pays d'Europe de l'Est pourront entrer en France mais seulement pour être réexpédiées en URSS.

Qui osera après cela contester que le capitalisme et son fameux marché sont des modèles d'efficacité ?

Pierre VERNANT

Procès des Frères Chaumet

BONSOIR MES DIAMS

Curieuse affaire que celle de l'effondrement de la maison Chaumet. Cette maison presque biséculaire (il aurait fallu pour qu'elle le soit que les Chaumet «tiennent» jusqu'en 1996...), c'était la crème de la crème du diam, et du rubis sur l'ongle. Le smicard ne fréquentait pas la boutique de la Place Vendôme. Et on se demande comment cette caverne d'Ali Baba a fait pour se transformer en un énorme trou financier.

Voilà près de deux siècles donc qu'on y brassait des pierres et des millions de francs, de dollars, et autres devises. Les frères Chaumet ne laissaient pas dormir l'argent que certains de leurs amis, de la haute évidemment, déposaient entre leurs mains. Les Chaumet étaient joailliers, mais banquiers en même temps, ce qui est proscrit par la loi. Et bon nombre de mouvements de fonds échappaient aussi au fisc. Ce qui est également défendu...

Tout ceci aurait pu durer encore fort longtemps si les cours du diamant et du pétrole étaient restés stables. Si ce qu'on nous dit est vrai, les Chaumet ont acheté des diamants, alors que les cours grimpaient, dans l'espoir de les revendre à des gros pétroliers du Golfe qui échangent leur or noir contre des bijoux. Seulement les cours du pétrole et du diamant ont baissé. Les émirs ont remis à plus tard leurs emplettes en pierres fines, et les Chaumet se sont retrouvés avec des diamants achetés fort cher sur les bras.

Ils auraient peut-être pu encore arrêter là les frais, et sauver, sinon la maison, du moins quelques meubles. Mais il aurait fallu que les frères Chaumet acceptent de «déchoir», de cesser d'être ce qu'ils étaient : les aristos des beaux cailloux, et ils ont préféré continuer sans rien dire, en espérant que les choses allaient s'arranger. Malheureusement pour eux les choses ont empiré, ils ont eu des dettes, qui sont devenues un trou, et finalement un gouffre. Ils ont fait appel à des banques qui aujourd'hui les traînent en justice, en ayant probablement fait leur deuil de leur argent.

A côté du trou déclaré (car on ne sait peut-être pas tout) des banques, il y a celui, beaucoup plus énorme, qui concerne les prêts des «amis» et clients, lesquels, étant généralement illicites, ne sont pas toujours connus. Combien Mobutu, par exemple, a échangé de pierres, d'argent, et dans quelles conditions, voilà quelque chose que ni les Chaumet, ni Mobutu bien sûr, ne vont aller crier sur les toits ou à l'audience. Et Hassan II ? Et qui d'autre ? Chalandon bien sûr, mais il fait presque pauvre figure avec ses misérables 5 à 6 millions d'argent perdus dans cette affaire.

Le procès devrait durer trois semaines. On citera bien évidemment quelques noms illustres. Mais soyons certains que ni les Chaumet, ni la justice, ni le gouvernement ne se livreront à un trop grand déballage, et que certains coffres resteront soigneusement fermés. Les Chaumet ont d'ailleurs prévenu à leur façon : *«Nous connaissions beaucoup de choses sur la vie intime de nos clients»*. Certains de ces clients sont sans doute inquiets aujourd'hui, mais qu'ils se rassurent : les Chaumet ont des milliers de carats sur la langue, et une pierre (précieuse !) à la place du cœur !

André VICTOR

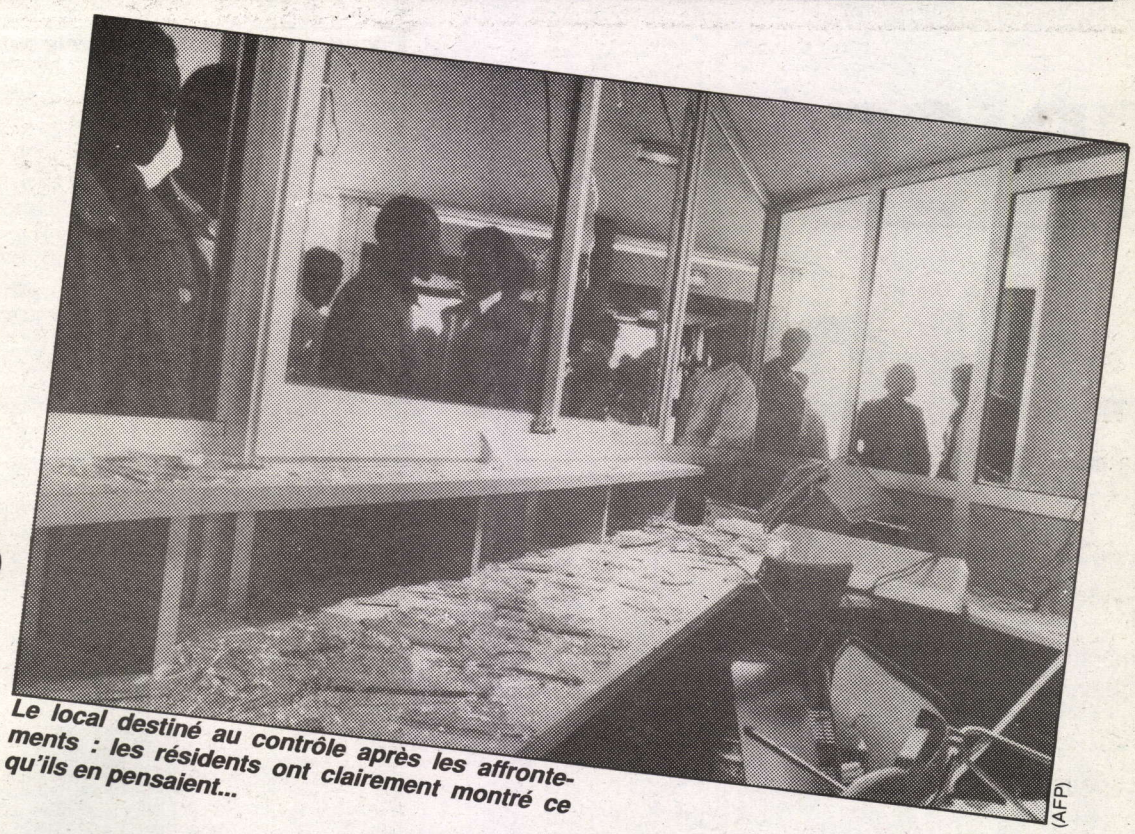
FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

À RENNES
Samedi 5 octobre
de 16 à 24 heures
À CARREFOUR 18
7, rue d'Espagne

À TOURS
Samedi 19 octobre
de 14 heures à minuit
Salle de la Pléiade
À LA RICHE

Au Foyer Sonacotra de la Verrière (Yvelines)

LA REVOLTE DES RESIDENTS



Le local destiné au contrôle après les affrontements : les résidents ont clairement montré ce qu'ils en pensaient... (AFP)

C'est un matin de la semaine dernière, qu'à 5 heures, le foyer SONACOTRA a été investi par des forces de police impressionnantes, se comportant comme si elles étaient en état de guerre : occupation systématique des couloirs, fouille des chambres et contrôle méthodique des habitants. Tous ceux pour qui il y avait le moindre doute étaient immédiatement embarqués et emprisonnés en attendant confirmation. L'arbitraire était total. 120 travailleurs ont ainsi été pris, sans pouvoir se justifier, simplement pour défaut d'un papier ou parce qu'ils étaient momentanément sans emploi.

Deux jours plus tard, si un certain nombre d'entre eux étaient relâchés, d'autres pouvaient nous donner de leurs nouvelles par téléphone depuis le Sénégal ou le Mali. Ils avaient été expulsés au mépris des réglementations que le gouvernement vient lui-même d'instaurer...

Deux autres foyers des Yvelines, Trappes et Elancourt venaient de subir au même moment la même opération "coup de poing" menant en tout à l'arrestation arbitraire de 220 personnes.

L'affaire n'allait pas s'arrêter là. En effet, la SONACOTRA, société qui gère le foyer de La Verrière, veut rentabiliser davantage les locaux. Cela ne lui suffit plus de faire payer des prix prohibitifs au m2. Elle voudrait en tirer davantage, par exemple en cessant de louer aux travailleurs immigrés, dont beaucoup ont des revenus faibles, et en hébergeant plutôt des jeunes Français ou des familles, bien sûr à un prix plus élevé. C'est ainsi que le foyer de La Verrière avait déjà fermé une aile sur trois pour installer son nouveau style d'hôtel. Le directeur de la SONACOTRA a essayé de profiter de l'action policière pour mettre fin à une pratique qui existe de longue date, de résidents hébergeant famille ou parents venus du pays. Après l'intervention musclée de la police, il a installé des vigiles de la SONACOTRA à l'entrée demandant leur nom aux gens et refusant l'entrée à tous ceux qui n'étaient pas résidents payants. Le premier jour, la mobilisation des locataires a obligé le directeur à reculer : les familles ont pu entrer. Mais il a remis ça le lendemain avec en plus la mise en place d'un système électronique de contrôle avec cartes magnétiques distribuées seulement aux résidents payants.

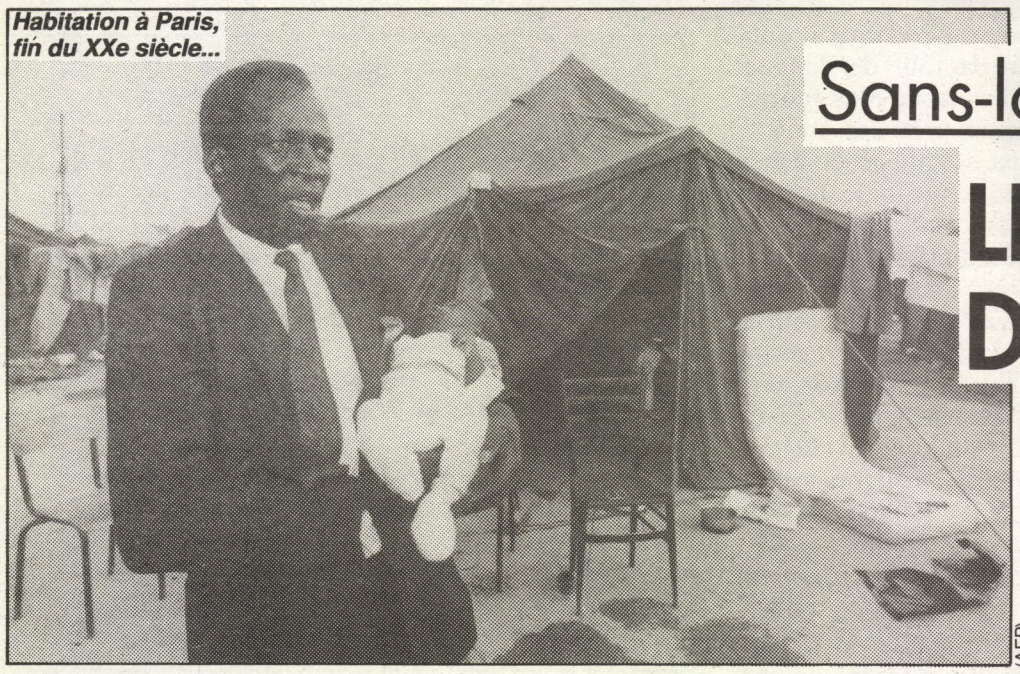
Cette fois, c'était trop : la révolte a explosé le samedi 28 septembre. Devant les méthodes de la direction et de ses vigiles refusant l'entrée des gens, les locataires ont pris un coup de colère. Les machines électroniques ont volé en éclat, la guérite des vigiles encombrant tout le hall aussi et finalement les grandes portes elles-mêmes n'ont pas résisté. Le directeur, enfermé dans son bureau, a préféré sauter par la fenêtre avec sa secrétaire ! Pendant ce temps, les CRS arrivaient à la rescousse. Mais une cinquantaine de CRS n'ont pas eu raison de travailleurs véritablement en révolte et ce sont les CRS qui se sont fait porter pâles et se sont retrouvés à l'hôpital...

Bien sûr, la police et la direction du foyer ne s'avouent pas vaincues. Ils ont porté plainte. Et mardi 1er octobre, dès six heures du matin, une douzaine de cars de CRS ont entouré le foyer. Les CRS, accompagnés cette fois de fonctionnaires de police judiciaire, ont à nouveau investi militairement les lieux et embarqué dans des fourgons une quarantaine de locataires. Accusés ou témoins forcés, on ne sait pas. La police veut les obliger à dénoncer ceux qui ont participé aux affrontements de samedi.

Une nouvelle fois, le gouvernement socialiste a montré que pour ce qui est des mesures démagogiques prenant pour cible les travailleurs immigrés, il ne voulait pas être en reste sur un Pasqua, un Giscard ou un Le Pen.

Correspondant LO

Habitation à Paris, fin du XXe siècle...



(AFP)

Sans-logis du Quai de la Gare à Paris

LES PROFESSIONNELS DE LA MALFAISANCE

Un millier de personnes ont manifesté le samedi 28 septembre dans les rues de la capitale, pour soutenir les sans-logis du Quai de la Gare, pour réclamer la fin des expulsions sans relogement, et *"le droit au logement pour tous".*

Pendant ce temps rien n'a changé au sort des cinq cents personnes qui vivent sous tente dans le terrain vague du Quai de la Gare, si ce n'est que la pluie et la boue ont fait leur apparition, et que bientôt ce sera le froid. Mais les discussions avec les autorités n'ont apporté pour le moment aucune solution. Les sans-logis sont toujours parfaitement prêts à louer, en payant, des logements qu'on leur proposerait, mais il n'y en a pas...

A leur sujet un débat a opposé au Conseil de Paris la gauche et la droite, la Ville et le préfet. Chirac a déclaré *"Quand on laisse la jungle s'installer, il y a là une dérive de l'Etat de droit qui est préoccupante..."* appelant ainsi de ses voeux à une expulsion des sans-logis par les forces de l'ordre. Le préfet, qui craint les conséquences d'une telle intervention, a répliqué : *"Est-ce que mettre fin à un trouble de l'ordre public – et il existe ici, je vous l'accorde – ne va pas entraîner un autre trouble à l'ordre public plus grave encore ?"*

Mais tous ces propos ne sont que des contre-vérités de gens riches et cyniques qui se demandent comment se débarrasser, sans trop de vagues, de pauvres encombrants. La jungle ? Quelle jungle ? Il n'y a pas de désordre Quai de la Gare, les "résidents" sont disciplinés. Et si Chirac n'aime pas la jungle, les sans-logis non plus, et c'est pourquoi ils attendent des logements ! Quant au trouble de l'ordre public dont parle le préfet, il n'existe que dans son imagination, ou plus exactement, celui qui existe résulte des expulsions et de la spéculation immobilière. Ceux qui troublent l'ordre public ce sont les spéculateurs, les propriétaires sans vergogne, les Chirac, Tibéri, et autres qui chassent les pauvres gens de leurs demeures. Ce n'est pas un trouble de l'ordre public, ça ?

Le préfet s'en est également pris aux "professionnels de la bienfaisance" qui aident les sans-logis, et qui les auraient conduits à la situation actuelle. Les "professionnels" qui sont visés, ce sont surtout les militants du DAL (Droit au logement) une association de type syndical qui s'est constituée il y a quelques mois.

Il est quand même extraordinaire de la part des autorités, qui en d'autres circonstances ne tarissent pas d'éloges envers l'abbé Pierre, par exemple, ou Mère Thérésa (ce ne sont pas des "professionnels de la bienfaisance" par hasard ?), qu'elles deviennent d'un seul coup des adversaires de la bienfaisance !

Seulement face à des professionnels de la malfaisance, comme les Chirac et consorts et comme le préfet lui-même, dont l'action en faveur de la spéculation a abouti à créer des mallogés (et qui se refusent à réquisitionner les logements vides), eh bien, des "professionnels de la bienfaisance" heureusement qu'il y en a.

André VICTOR

Bush prêche le désarmement et la paix...

Les nouvelles propositions de Bush, le président américain, en matière de désarmement nucléaire, se résument pour l'essentiel à l'annonce de trois mesures : la destruction de milliers d'armes atomiques dites «tactiques», c'est-à-dire d'armes à portée inférieure à environ 500 kilomètres ; la fin de «l'état d'alerte» de «bombardiers stratégiques» qui volaient en permanence avec des charges nucléaires au-dessus de la planète ; l'ouverture de négociations avec l'URSS pour la réduction des armes nucléaires «stratégiques» (de longue portée), avec une proposition américaine inégale défavorisant l'URSS.

Qualifiées d'unilatérales, ces propositions n'en sont pas moins destinées à recevoir un retour de la part des dirigeants soviétiques, qui eux-mêmes avaient, avant les USA, pris l'initiative du démantèlement de leurs fusées SS20 braquées sur l'Europe occidentale. Les USA avaient alors démantelé leurs fusées «Pershing». Mais restait, en dehors des armes à longue portée, la «quincaillerie» nucléaire, qui va des missiles à portée de quelques centaines de kilomètres, à la grenade atomique, en passant par les obus en tous genres de l'artillerie nucléaire. Tous ces moyens, en principe destinés à transformer le centre de l'Europe en champ de ruines radioactif en cas de conflit Est-Ouest – et qui en attendant avaient permis à l'industrie de l'armement et à l'ensemble du capital de réaliser un honorable taux de profit – sont aujourd'hui jugés dépassés du fait de la détente Est-Ouest, du démantèlement du Pacte de Varsovie, et des choix politiques des dirigeants de l'URSS. La mode n'est plus au danger de guerre entre les deux «Grands».

Quant à savoir si la mode est à la paix, ça c'est encore une autre histoire. Les Etats-Unis, encore moins que l'URSS, ne sont pas en train de renoncer à développer leur armement ne serait-ce que nucléraire. Les efforts pour la recherche et la mise en place du système dit de «la guerre des étoiles» (IDS) n'est absolument pas remis en question. Pas plus que la construction du très coûteux «bombardier furtif». Et si les bombardiers stratégiques vont rester au hangar, ils pourront reprendre du service avec leurs charges dans les 24 heures en cas de besoin.

Le budget militaire américain ne sera pas pour autant réduit de manière quelque peu significative. Rappelons que ce budget était récemment estimé par Mac Namara, ancien ministre à la Guerre US, en place notamment pendant le conflit du Vietnam, à 300 milliards de dollars, soit 5,9 % du PIB américain. Soit 1 800 milliards de francs, nettement plus que la totalité du budget de la France (qui est de 1 300 milliards).

Dans la politique de Bush, en matière de ce qu'on appelle «désarmement», il y a bien d'autres motivations que celle de soulager qui que ce soit de cet invraisemblable boulet que traînent l'économie et la société avec ces dépenses inutiles. Il y a d'abord, comme toute la presse l'a souligné, la volonté d'inciter et d'aider les dirigeants européens, soviétiques en particulier, à éviter que la «dissémination nucléaire» ne favorise l'utilisation d'armes atomiques par des dirigeants qu'ils jugent plus «irresponsables» qu'eux-mêmes. Les dirigeants américains souhaitent que le pouvoir central soviétique, tant qu'il en est encore temps, procède à un «ramassage» des stocks d'armes nucléaires disséminées aux quatre coins du territoire de «l'Union des Républiques Souveraines». Si par exemple l'une des Républiques d'Asie Centrale accouchait d'un régime islamiste à la Khomeiny, ils préfèrent qu'un tel pouvoir ne puisse pas avoir entre ses mains quelque arsenal nucléaire que ce soit.

En fait si George Bush, le représentant de l'impérialisme américain, se comporte comme s'il ne jugeait plus utile d'agiter le spectre de la guerre entre les deux Grands, il essaye en revanche de prendre ses dispositions pour l'avenir qui peut accompagner la fin de la course aux armements entre l'Est et l'Ouest, et la nouvelle situation politique en URSS ; un avenir qui risque d'être fait de guerres entre nationalités, en Europe même et dans ses confins. Et si les initiatives dites de désarmement de George Bush annoncent quelque chose, ce n'est sans doute pas la paix.

Louis GUILBERT

... MAIS DÉFEND L'IMPÉRIALISME

"Boeing - B52 Strato-forteresse" en vol de haute altitude, en 1957. Depuis des décennies, les bombardiers nucléaires tournent autour de la planète. (AFP)

LUTTE OUVRIÈRE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste :
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

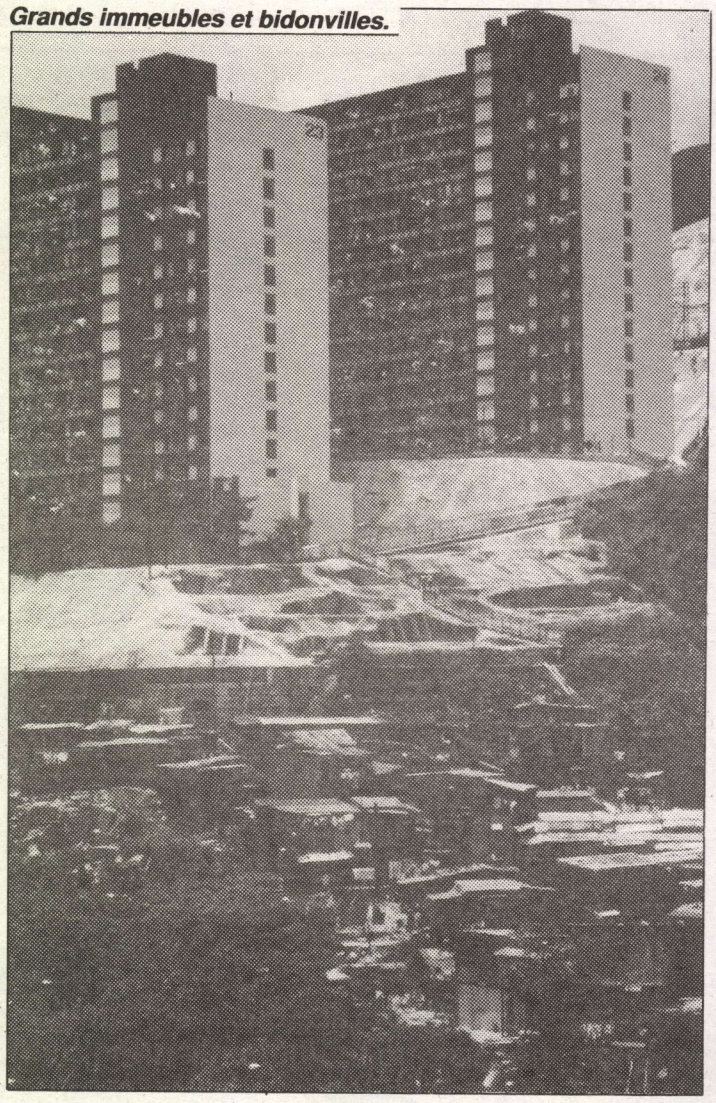
BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : • par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
• par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

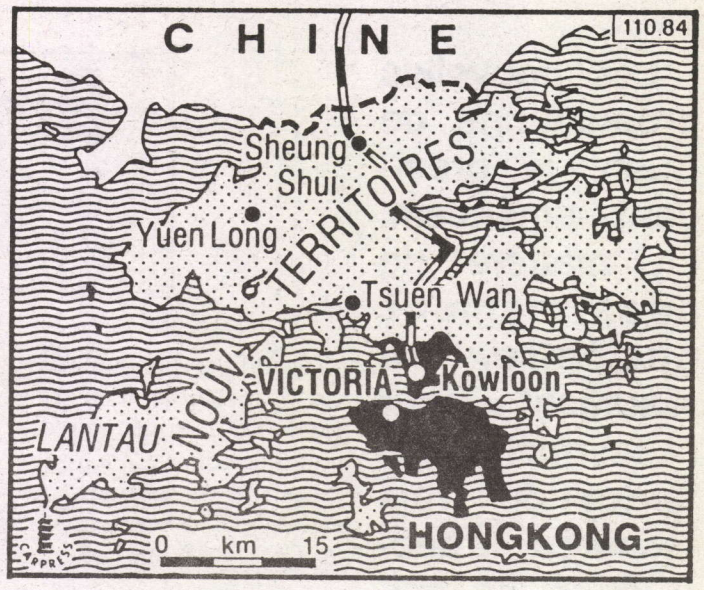
Hong-Kong

LA "DÉMOCRATIE" AU SERVICE DES FÉODALITÉS FINANCIÈRES ET DE L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE

Grands immeubles et bidonvilles.

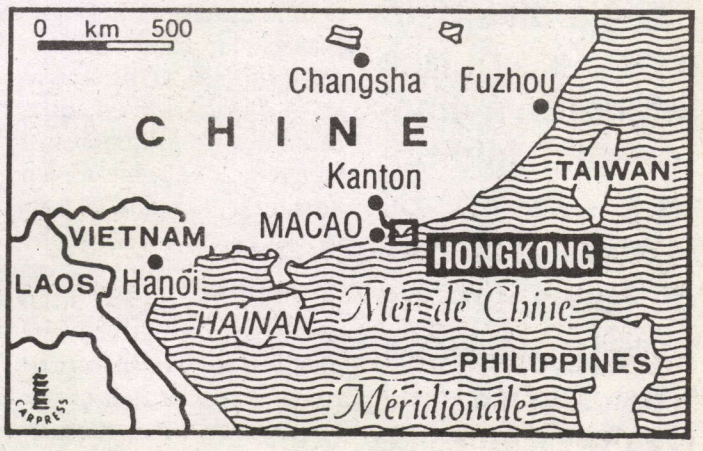


(GAMMA)



Cédé à la Grande-Bretagne

Donné à bail à la Grande-Bretagne



Le 13 février dernier, pour la première fois de son histoire, Hong-Kong, ce dernier confetti de l'empire colonial britannique, a élu des députés à son Parlement. Exemple édifiant s'il en est de la conception qu'a le gouvernement britannique de la "démocratie" dans sa sphère d'influence, lui qui n'a que ce mot à la bouche quand il s'agit de célébrer les vertus du capitalisme face à ce qu'il appelle la "faillite" du communisme.

Hong-Kong, qu'est-ce que c'est ? Une enclave d'un millier de kilomètres carrés, sur la côte sud de la Chine populaire. On y compte 6 millions d'habitants, dont 8% d'Européens. Son port de containers occupe le deuxième rang mondial. Son marché de l'or est le plus important d'Asie. C'est aussi là que se trouve la plus forte concentration de banques internationales de toute l'Asie, Japon compris. Et puis c'est aussi pratiquement le dernier, mais aussi l'un des plus beaux fleurons, de l'empire colonial britannique. Au moins jusqu'en 1997, date du début du processus d'intégration de Hong-Kong à la Chine populaire.

"DÉMOCRATISATION" À PAS DE TORTUE

Depuis 1861, le système politique en place est resté le même. A l'image des colonies d'alors, le pays est dirigé par un gouverneur nommé par Londres, un certain Sir David Wilson. C'est à lui que revient de prendre toutes les décisions. Pour l'assister dans sa fonction, il dispose de deux conseils. Un conseil exécutif, composé pour un tiers de hauts fonctionnaires britanniques et pour deux-tiers de personnalités locales nommées par le gouverneur (dont obligatoirement trois Anglais). Et un conseil législatif, dont le seul droit est d'émettre un avis sur les propositions de loi du gouverneur.

C'est à ce conseil, au rôle somme toute assez symbolique, qu'il s'agissait d'élire des députés le 13 février. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Le gouvernement anglais se méfie même des symboles. Seuls 18 des 60 sièges étaient soumis au vote. Et encore les critères pour avoir le droit de voter étaient si limitatifs que tout juste 12,5% de la population y ont satisfait. Sur ce corps électoral déjà restreint, 39% ont jugé bon de se déplacer, la plupart pour élire les candidats de l'Union des démocrates de Hong-Kong, un front d'associations libérales hostiles au rattachement à la Chine.

Quant aux autres sièges du conseil, 21 sont directement nommés par le gouverneur. Et les 21 restants sont élus par des corps électoraux constitués sur une base corporatiste. Par exemple, 234 banquiers élisent un député ; 373 entrepreneurs du bâtiment et de l'immobilier en élisent un autre ; et 378 électeurs, mi-artisans mi-fonctionnaires de la centrale syndicale anti-communiste TUC, élisent les deux députés du "monde du travail" au nom de plus de... 2,5 millions de salariés.

Qui peut s'étonner que même ceux qui ont eu le privilège de figurer sur les listes électorales ne se soient pas déplacés pour voter !

DE GROS PROFITS À L'HORIZON

Le gouvernement anglais, lui, se défend de ces critiques, en disant qu'il s'agit du "début du processus de démocratisation". Un début attendu depuis 130 ans, quand même... Mais, quant aux étapes suivantes du processus, tenez-vous bien ! A partir de 1995, le même corps électoral aura le privilège d'élire... 20 députés, puis 24 en 1997 et 30 en 2003. Et entretemps, il ne sera pas question d'accélérer le pas de la démocratisation sans une majorité des deux-tiers au conseil législatif, autant dire jamais. A moins, bien sûr, que la décision vienne de la rue.

Ce processus, c'est l'accord sino-britannique de 1984, complété en février 1990, 11 mois à peine après la répression sanglante du "printemps de Pékin", qui en fixe les modalités. Car c'est bien l'échéance de 1997 qui est derrière tout cela.

C'est que pour la bourgeoisie britannique, Hong-Kong ce n'est pas seulement le fleuron fané d'un passé colonial révolu, c'est surtout le fer de lance d'une stratégie à long terme, visant à se tailler une bonne place sur le marché chinois, stratégie qui remonte à la fameuse visite de Nixon en Chine en 1972 qui marqua la fin du blocus contre la Chine populaire.

La finance britannique domine largement le marché de Hong-Kong, où les sociétés qu'elle contrôle représentent 40% des actions cotées en Bourse. Deux groupes financiers britanniques y font la pluie et le beau temps : le Swire Group et Jardine Matheson. Si ce dernier a profité du bon prétexte de 1997 pour transporter son quartier général aux Bermudes (paradis fiscal oblige...), tous deux multiplient depuis des années la mise en place de sociétés communes avec la Chine populaire. Et déjà, dans la région voisine du Guandong en Chine populaire, 66% des investissements étrangers proviennent de Hong-Kong et deux millions d'ouvriers travaillent pour des entreprises de Hong-Kong. Tandis que dans les mers de Chine du sud, le gros des contrats d'exploration pétrolière restent à ce jour le quasi-monopole de la British Petroleum.

L'enjeu est évident. Pour la bourgeoisie britannique, il faut que la transition de 1997 se fasse sans vagues, pour que les bonnes affaires puissent continuer et s'étendre.

Début septembre, lorsque John Major s'est rendu pour la première fois en Chine, la presse a fait grand cas des remontrances qu'il comptait faire aux dirigeants chinois à propos du respect des droits de l'homme. Mais il est vite passé aux choses sérieuses : la signature de l'accord pour la construction du nouvel aéroport de Hong-Kong, financé conjointement par les deux pays - des milliards qui iront tout droit dans les coffres des trusts anglais du bâtiment et de l'ingénierie.

Alors, que pendant ce temps, 6 millions d'habitants à Hong-Kong soient privés de droits démocratiques par une "démocratie" occidentale, ou que des millions d'autres en Chine soient victimes d'une dictature, quelle importance ? Tant qu'il y a des profits à ramasser...

F. R.

LUTTE DE CLASSE D'OCTOBRE (n° 41) EST PARUE

AU SOMMAIRE

L'URSS après le putsch

Yougoslavie
Les révolutionnaires et la dislocation de la Fédération

Madagascar
Une dictature et une oppression soumises aux diktats de l'impérialisme

Etats-Unis
Farrakhan et la Nation de l'Islam

Grande-Bretagne
L'extrême-gauche et le parti travailliste — le temps des remises en question ?

(AFP)

Roumanie

LES MINEURS DE LA VALLÉE DE JIU SE RETOURNENT CONTRE LE RÉGIME

Pour la deuxième fois depuis la chute de Ceausescu, les mineurs de la vallée du Jiu sont donc intervenus directement sur la scène politique. Pendant trois jours, ils ont manifesté contre le gouvernement du Front de Salut National. Ils se sont affrontés à la police, usant de leurs gourdins et de bombes incendiaires, allant jusqu'à occuper temporairement plusieurs édifices publics, dont le Parlement. Au terme de ces trois journées d'émeutes qui ont fait officiellement 5 morts et 130 blessés, le gouvernement a dû démissionner et annoncer la tenue de nouvelles élections.

La première fois que les mineurs de la vallée du Jiu étaient intervenus, le 14 juin 1990, ç'avait été pour exprimer leur soutien au gouvernement du Front en s'en prenant aux manifestants des divers partis réactionnaires de l'opposition.

A l'époque, il avait été bien commode de dire que leur intervention ne résultait que d'une «manipulation». Et personne ne s'en était privé, de l'opposition roumaine à la presse occidentale.

Or voilà qu'aujourd'hui ces mêmes mineurs sont revenus dans les rues de Bucarest par milliers, armés, comme la première fois, de gourdins et de haches, mais cette fois-ci contre ce même gouvernement du Front dont ils avaient contribué à asseoir le pouvoir il y a un an.

EN UN AN LES MINEURS ONT PU JUGER LE FRONT

C'est que justement, plus d'un an s'est écoulé depuis, et les mineurs ont eu amplement le temps de se rendre compte que ce gouvernement, qui n'avait pas été avare de promesses à leur égard et qu'ils avaient cru plus proche de leurs intérêts, ne vaut pas mieux que les autres politiciens ; que sous sa direction le coût de la vie a augmenté et pas les salaires, qu'il s'est même attelé à un programme de privatisations au profit de la bourgeoisie, bref qu'il s'en est pris aux conditions d'existence des travailleurs. C'est donc pour sanctionner cette politique en exigeant la démission du gouvernement que les mineurs sont revenus à Bucarest. Et il était inévitable que, tout naturellement, tout ce que la population de la capitale compte de mécontents, des étudiants aux partis réactionnaires, exclus pour l'instant du pouvoir, se joignent à eux dans la rue.

Et aujourd'hui, c'est le tour du régime, ou tout au moins du Premier ministre Petre Roman, contraint à la démission par les mineurs, de parler de «manipulation». Et la façon dont il en parle en dit long.

Dans une interview publiée dans *Libération* du 30 septembre, Roman explique : *«On a travaillé les mineurs de la vallée du Jiu, des gens qui, on le sait, étaient disponibles pour ce type d'action. Il faut rappeler aussi qu'au cours des deux derniers mois, on a procédé dans cette région à environ 4 000 licenciements pour raison disciplinaire. Cette manipulation s'est faite non pas sur une base économique, mais sur une base politique, autour de thèmes tels que : «Nous avons perdu nos privilèges, nous ne sommes plus un secteur vital de l'économie, la privatisation c'est l'enrichissement des bourgeois», etc. En second lieu, il y a un travail très professionnel mené par des gens de l'ancien réseau de la Securitate...».*

Autrement dit, pour Roman, seule une conspiration policière pouvait amener les mineurs à ressentir de la colère et, pire, à l'exprimer !

LE BESOIN D'UNE POLITIQUE OUVRIÈRE INDÉPENDANTE

La réalité, c'est que les mineurs ont toutes les raisons d'être mécontents. Et que c'est ce mécontentement qui s'est exprimé au cours de ces trois journées d'émeutes contre le gouvernement.

Il n'existe pas d'organisation qui incarne les intérêts des mineurs et qui soit prête à les mener au combat jusqu'au bout. En revanche, dans la situation créée par les mineurs, toutes les autres forces politiques s'efforcent de tirer les marrons du feu et de profiter de la démission du gouvernement.

Ainsi est-on en train d'assiter à d'intenses manœuvres politiques en vue des prochaines élections. Un gouvernement transitoire incluant des représentants de l'opposition réactionnaire serait envisagé. Et comme futur Premier ministre, on parlerait déjà d'«hommes nouveaux» comme le général Stanculescu, ex-vice ministre de la Défense de Ceausescu et actuel ministre de l'Industrie, ou d'un haut dignitaire de l'Eglise orthodoxe, le métropolite de Moldavie.

Il est donc possible que ce soit en fin de compte les forces les plus réactionnaires qui soient les principaux bénéficiaires de la crise politique provoquée par l'intervention des mineurs.

De même qu'il est possible que, faute d'autre perspective, découragés par ces échecs successifs, ces mêmes mineurs en viennent à se raccrocher à n'importe quelle démagogie, et finissent par exemple par tourner leurs gourdins contre les minorités nationales de Roumanie.

Tout cela est possible, mais pas forcément la seule possibilité. Car ce que l'on peut espérer, c'est que ces mineurs, que l'on a pu entendre exprimer devant les reporters de la télévision leur rancœur de n'avoir pas été jusqu'au bout, et d'être repartis avant que le régime ait cédé sur leurs revendications, ne se tiennent pas pour battus et qu'ils reviennent bientôt à Bucarest. Mais qu'ils y reviennent en ayant tiré les leçons de leurs précédentes déconvenues, en ne comptant plus sur les promesses des politiciens, quels qu'ils soient. Bref, qu'ils y reviennent sous leur propre drapeau, celui de la classe ouvrière, un drapeau qui, tout en écartant les politiciens véreux ou calculateurs, pourrait alors avoir des chances de rallier une fraction importante des couches les plus pauvres de la population et leur permettre d'aller jusqu'au bout de leur combat.

François ROULEAU

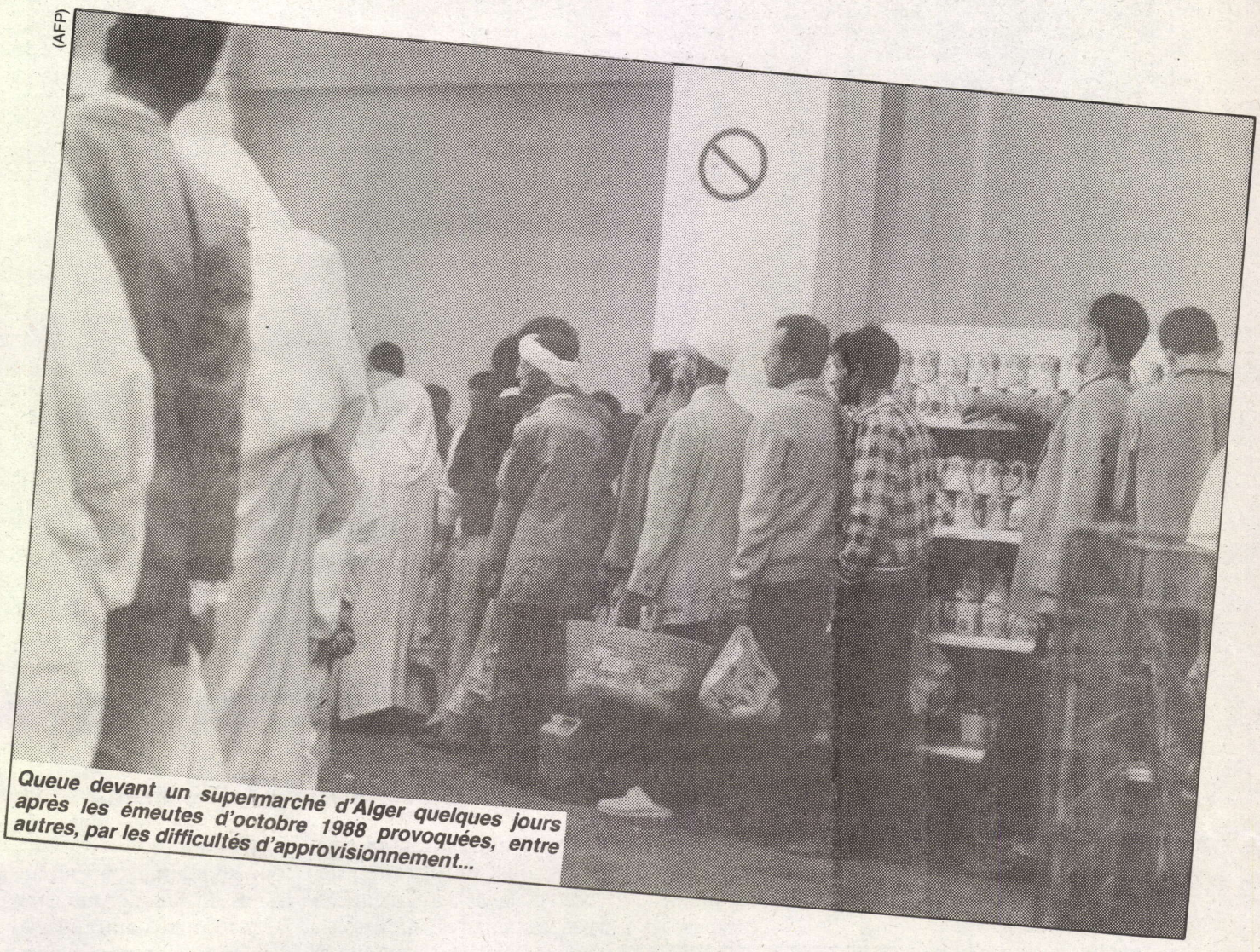
Algérie

Après la levée de l'état de siège

MANŒUVRES POLITICIENNES ET AUSTÉRITÉ

L'état de siège décrété en Algérie le 5 juin dernier en riposte à la grève générale et à l'agitation de rue déclenchée par les intégristes vient d'être levé à partir de dimanche 29 septembre. Il a donc été levé avec quelques jours d'avance sur la fin du délai de 4 mois pour lequel il avait été proclamé ; c'est que le gouvernement est un peu pressé, il voudrait pouvoir faire avant la fin de l'année les élections parlementaires qu'il a dû annuler en juin.

La "démocratie" n'en restera pas moins sous surveillance, et toujours truquée.


(AFP)

Queue devant un supermarché d'Alger quelques jours après les émeutes d'octobre 1988 provoquées, entre autres, par les difficultés d'approvisionnement...

Elections : retour à la case départ ?

En même temps qu'il levait l'état de siège, le gouvernement algérien annonçait en effet un certain nombre de mesures, dont les limitations plus strictes au droit de manifester dans la rue, et l'adoption d'une loi permettant aux autorités civiles de faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre aux côtés des forces de police, sans avoir à recourir à la proclamation de l'état de siège.

Quant à la réforme de la loi électorale, on est reparti dans un nouvel épisode du feuilleton, dont aucun chapitre n'est plus démocratique que l'autre.

Consultés cet été la plupart des autres partis qui se disent démocrates ont plus ou moins cautionné le nouveau projet de loi du gouvernement. L'inégalité des découpages électoraux est la même qu'en juin : 80 000 votants (voire même 100 000) pour 1 député dans les grandes concentrations urbaines du Nord, à l'autre extrême à peine 6 000 dans l'une des circonscriptions du Sud. Les seules modifications notables par rapport à la loi de juin sont l'abaissement de 30 à 27 ans de l'âge minimum pour être candidat, ou le régime des procurations.

Mais c'est maintenant avec les députés FLN de l'Assemblée nationale, plus qu'avec les partis d'opposition, que le gouvernement a du fil à retordre : ceux-ci regrettent les 540 postes qu'ils pouvaient se partager au Parlement, et ne veulent pas d'un Parlement réduit à 370 députés. Et la fronde des députés s'acharne aussi, au nom de la tradition nationale, à faire rétablir le système des procurations, au moins une procuration, celle du mari pour sa femme, sur simple présentation du livret de famille, que le gouvernement voudrait cette fois abolir. Les chefs intégristes ont beau être aujourd'hui derrière les barreaux, on peut dire que sur les bancs de l'Assemblée nationale les députés FLN plaident leur cause.

Dévaluation du dinar, et programme d'austérité

Pendant que reprenait donc, état de siège levé, tout le petit ronron des combines et querelles politiciennes préélectorales, le gouvernement annonçait, le 30 septembre, une deuxième mesure qui risque de toucher bien plus directement la population algérienne : la dévaluation de 22% de la monnaie algérienne, le dinar. Le taux de change officiel du dinar algérien était de 1 dinar pour 1 franc au début de l'année 1990, de 2 dinars pour 1 franc au début 1991, et 3 pour 1 quelques mois plus tard. Il va donc passer brutalement maintenant à presque 4 dinars pour 1 franc. Il est vrai qu'au marché noir le franc s'achète entre 7 et 7,5 dinars, et que le gouvernement dont l'objectif est de rendre à terme le dinar convertible en ramenant le taux de change au taux du marché noir n'est encore qu'à la moitié de son objectif. Cette nouvelle mesure va encore donner un nouveau coup d'accélérateur à la hausse des prix.

Cette mesure financière, tout comme les fermetures d'entreprises jugées non rentables (d'après l'UGTA, le syndicat officiel, ce sont 260 000 emplois qui sont menacés) et des réductions des dépenses de l'Etat font partie de l'accord signé en juin dernier entre le gouvernement algérien et le FMI.

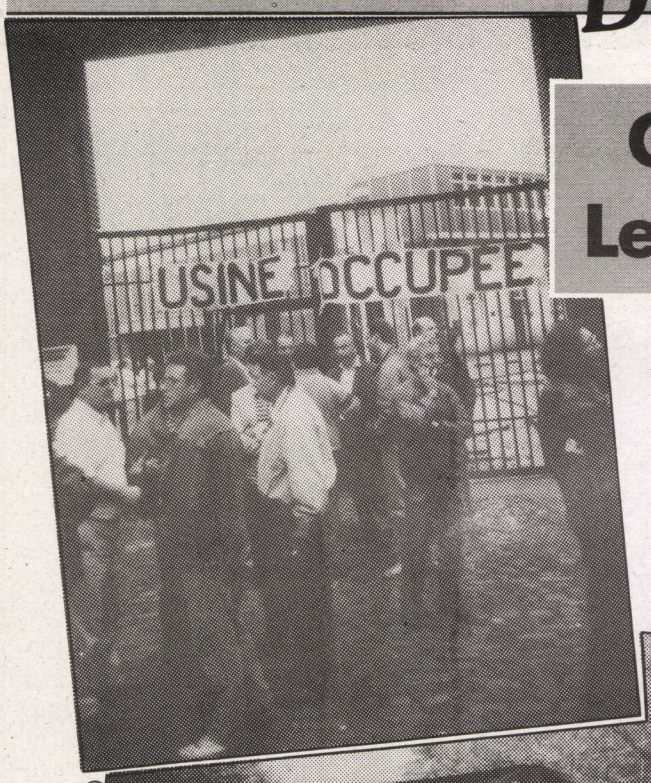
Pour satisfaire les exigences des banques, le gouvernement algérien envisage également la réduction, voire la suppression pure et simple des subventions d'Etat aux produits de première nécessité. Le gouvernement algérien est en ce moment en train d'étudier quelques moyens de compensation bien moins onéreux, sous la forme *"d'allocations spéciales"* aux familles dont les revenus sont les plus bas, qu'il pourrait mettre en place au moment où il arrêterait les subventions et libérerait les prix des produits de base : car avec l'accroissement du chômage et les hausses de prix, le gouvernement algérien pourrait craindre, d'après les propres dires du ministre du Travail, un climat social *"explosif"*. Pendant que d'un autre côté, et tant pis pour les caisses de l'Etat, le gouvernement envisage de modifier la législation fiscale pour dégréver d'impôts les entreprises étrangères qui prendront une part dans la prospection ou l'exploitation pétrolière en Algérie.

Des problèmes sociaux qui pourraient devenir explosifs

Le gouvernement algérien espère peut-être que le coup d'arrêt mis aux manifestations islamistes de mai-juin derniers par la proclamation de l'état de siège, quitte à faire momentanément aux islamistes la concession de promettre une révision de la loi électorale et une élection présidentielle, puis l'arrestation fin juin des principaux leaders du FIS, sans que cela n'ait suscité de riposte, ont suffisamment affaibli aujourd'hui le courant islamiste pour qu'il puisse à nouveau tenter l'organisation d'une élection législative. Et il espère probablement y faire apparaître le vote pour les candidats du FLN, et éventuellement ses alliés, comme le meilleur rempart contre le danger intégriste. Curieux rempart contre la dictature que le pouvoir, appuyé sur l'armée, de ceux qui ont fait les massacres d'octobre 1988 ? Curieux rempart contre la progression des courants islamistes que ceux dont la politique économique permet aux dirigeants islamistes une démagogie à bon compte en direction des couches les plus pauvres ? D'autant que c'est sur le mécontentement que suscite sa politique, la politique économique de la bourgeoisie algérienne et des banquiers mondiaux, que les démagogues islamistes s'appuient pour entraîner derrière eux une partie des couches les plus pauvres, tout autant que sur les préjugés religieux.

Mais le climat social *"explosif"* que dit craindre le ministre algérien du Travail et des Affaires sociales pourrait être au contraire source d'espoir. Car si les travailleurs d'Algérie ne se laissent pas endormir par les discours des politiciens et les promesses électorales, les nouvelles mesures économiques qu'est en train de prendre le gouvernement algérien pourraient bien provoquer des réactions, des grèves, une remontée des luttes de cette classe ouvrière qui a montré ces dernières années sa combativité. Et cela, oui, changerait radicalement le rapport de force non seulement avec le gouvernement, mais aussi avec les réactionnaires intégristes.

Olivier BELIN

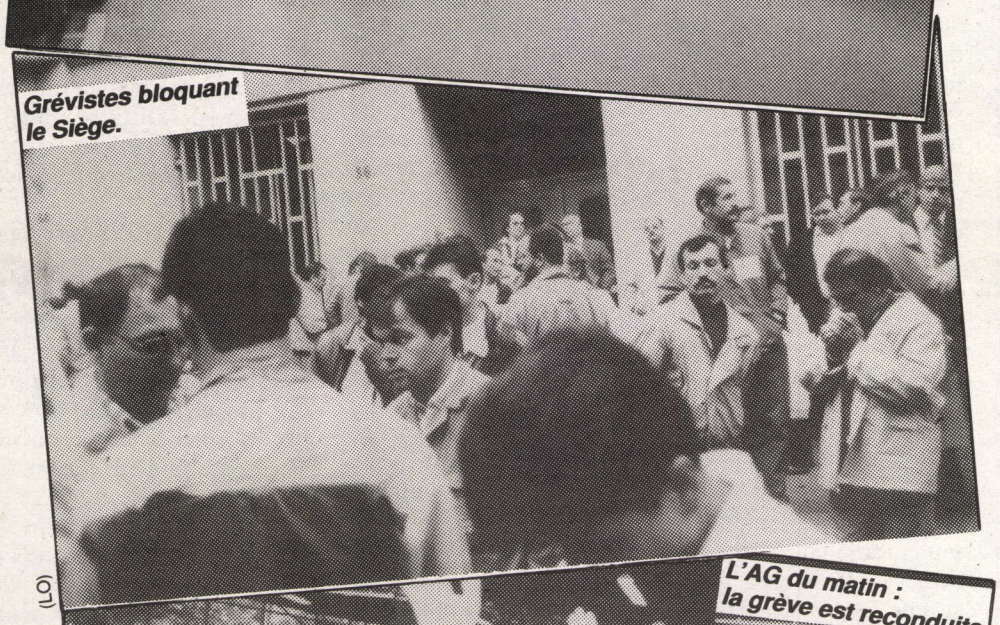


GEC-Alsthom Le Bourget (93)

CONTRE LES LICENCIEMENTS LA GREVE CONTINUE !

Le soutien de Rateau.

(LO)

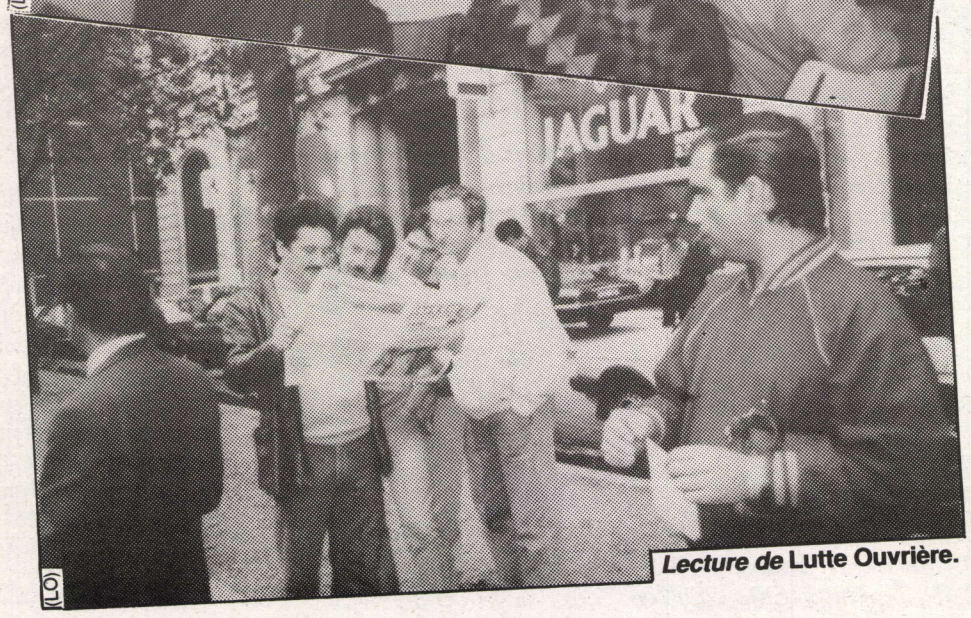


Grévistes bloquant le Siège.

(LO)

L'AG du matin : la grève est reconduite.

(LO)



(LO)

Lecture de **Lutte Ouvrière.**

A l'Alsthom Le Bourget, la grève entamée le mercredi 18 septembre en est à sa deuxième semaine et malgré les manœuvres de la direction, la mobilisation s'est maintenue.

A 4 heures du matin, mercredi 2 octobre, à l'initiative de la direction, une cinquantaine de cadres ont pris position dans l'usine (elle n'est pas occupée la nuit).

Mais les grévistes les ont contournés par la porte de la cantine et les ont repoussés à l'extérieur.

L'Assemblée générale qui a suivi a décidé de continuer la grève pour aujourd'hui et de partir en manifestation.

Une nouvelle AG est prévue jeudi matin.

Touchés par un plan de suppression de 151 emplois et à terme la quasi-disparition de cette usine de 800 personnes, les salariés ont élaboré leur plate-forme de revendications. Ils exigent qu'il n'y ait aucun travailleur sans emploi, que tous soient recasés en région parisienne avec *"maintien du sac de paye"* comme ils disent, c'est-à-dire avec maintien du salaire et des avantages acquis. Ils demandent en outre l'augmentation de la prime de départ pour ceux qui souhaitent s'en aller. Elle est aujourd'hui de 70 000 F en plus des indemnités légales pour un salarié de 40 ans ayant 20 ans de carrière. Ils veulent des garanties sur l'avenir d'un secteur de 200 salariés environ, principalement des dessinateurs, qui doit être transféré vers l'usine voisine de Rateau. Ils réclament enfin le paiement des jours de grève.

C'est sur cette plate-forme revendicative que la grève a passé le cap du deuxième week-end.

Une lutte dirigée vers les autres travailleurs de l'Alsthom

Les grévistes dès le début de la grève ont décidé de s'adresser aux travailleurs des usines du même trust Alsthom, de Rateau à La Courneuve et de Saint-Ouen, les deux unités de production du groupe en région parisienne, comme ils l'ont fait la première semaine de grève. Le jeudi 26, ils ont maintenu leur pression en allant manifester avec leurs camarades de ces deux usines devant le siège de GEC-Alsthom, avenue Kléber à Paris. Ils ont paralysé le siège en venant tôt le matin devant les portes. Mais parmi les 300 salariés du Siège, si les cadres faisaient la tête, les secrétaires soutenaient les grévistes, les encourageant ou versant aux collectes.

Devant cette pression, la direction proposa l'ouverture de négociations alors que l'usine du Bourget était toujours occupée. Mais à ces négociations qui se déroulèrent le vendredi veille du week-end, elle ne céda rien de plus.

Tenir aujourd'hui pour ne pas se retrouver moins fort demain.

Tout allait donc se jouer lundi. S'arrêter, c'était non seulement lâcher les 150 licenciés, mais se retrouver moins fort demain, sans eux, pour affronter les plans de licenciements suivants que la direction préparait ouvertement. Aussi les 3/4 des grévistes votèrent-ils la continuation du mouvement en assemblée générale. Et la semaine s'est organisée en allant s'adresser aux autres travailleurs du groupe de l'Alsthom. Un car de grévistes alla même le faire à l'usine de Belfort, la plus grosse du groupe, mardi 1er octobre.

Les travailleurs du Bourget accueillis à Belfort

Même si les grévistes ne sont montés qu'à un peu plus d'une cinquantaine à Belfort (14 heures de car aller-retour dans la journée), leur présence n'est pas passée inaperçue dans cette usine où travaillent 600 salariés.

L'ensemble des syndicats était là pour les accueillir. Les grévistes ont fait des prises de parole au self devant plus d'un millier de salariés et se sont rendus ensuite en manifestation dans les ateliers notamment celui de construction du TGV.

Dans plusieurs secteurs les salariés ont arrêté le travail pour écouter, discuter avec les grévistes du Bourget et la collecte organisée dans la journée a rapporté près de 15 000 francs.

Un changement d'attitude ?

Pendant cette journée, en ce qui concerne les garanties de l'emploi pour l'avenir, il y a eu un changement notable de discours de la part de la direction. Un des principaux secteurs devait être déplacé à Rateau (200 à 300 personnes), en particulier tous les dessinateurs. La direction s'était toujours refusée jusque-là à donner des garanties dans le temps, malgré les demandes des salariés. Mardi 1er, lors d'une réunion à Aulnay-sous-Bois, elle se disait prête à garantir 5 ans de travail...

D'un autre côté la direction générale faisait savoir ce même jour qu'elle acceptait de reparler de reclassement lors d'une réunion qui ne devait être que technique au départ. Difficile de dire si c'est une nouvelle manœuvre.

En tout cas cette grève qui se maintient et les formes qu'elle prend posent un problème à la direction. Les grévistes ne gardent pas des murs vides que la direction fait mine de sacrifier. Ils sortent, vont s'adresser d'abord à leurs camarades qui ont le même patron. Ils se montrent déterminés à *"ne pas se laisser virer comme des malpropres"*, et c'est la seule chose qui peut les conduire au succès.

Correspondant LO

Mouvement des assistantes sociales

"LES A.S. ONT LE MORAL"

(LO)

Mardi 1er octobre, les assistantes et assistants sociaux (la profession compte une très grande majorité de femmes) étaient appelés à faire grève dans tout le pays et à manifester à Paris. L'appel était lancé par la Coordination Nationale des Collectifs des Assistants Sociaux (et repris par les syndicats).

La grève a été suivie très largement dans bon nombre de départements, qui ont envoyé une forte représentation à la manifestation nationale à Paris. Ainsi le Morbihan, où il y avait 90% de grévistes et 58 manifestants à Paris, sur environ 200 AS.

L'Ile-de-France où le Collectif des AS (CASIF) est très actif, reste le moteur du mouvement.

La grève et la manifestation à Paris, qui rassemblait des milliers de personnes, (au moins 5 000 - 8 000 selon les organisateurs), ont été un succès. Les revendications portent sur la reconnaissance du diplôme d'Etat à un niveau Bac + 3 années d'étude, la revalorisation des salaires et des conditions d'exercice décentes. Actuellement, les AS de la Fonction publique ont un salaire d'embauche de 5 700 à 5 900 F net. Elles constituent la majorité de la profession. D'autres employeurs, comme les organismes de Sécurité sociale, paient un peu mieux au départ mais en fin de carrière tout le monde plafonne à 11 000 F maximum, primes comprises.

Dans la manifestation, qui était très dynamique, avec une forte proportion d'AS jeunes et combatives, les revendications étaient reprises avec humour : des pancartes clamaient *«ni bonne, ni conne, ni nonne»*, d'autres dénonçaient le rôle de «pompiers» que les autorités voudraient faire jouer aux AS face aux tensions sociales qui grandissent dans les quartiers pauvres.

Des chapeaux ornés de maisons, de poupons, de seringues symbolisaient tous les domaines où l'on voudrait «faire porter le chapeau» aux AS : problèmes de logement, de l'enfance en danger, de la toxicomanie, pour lesquels les AS sont censées trouver des solutions. Et ces problèmes-là elles doivent y faire face, tout en couvrant, en plus de leurs secteurs d'intervention, ceux qui correspondent à des postes laissés vacants, qui sont particulièrement nombreux en Ile-de-France.

La manifestation est allée jusqu'à Matignon, mais les services du Premier ministre ont refusé de recevoir la délégation. Elle a été aiguillée vers un dénommé Coste, «conseiller technique» du ministre des Affaires sociales, lequel n'était pas très à l'aise. Il n'a fait que répéter ce qu'il a déjà dit aux précédentes délégations : les revendications ne sont pas acceptables, car elles remettent en cause le budget. En tout cas c'est bien admettre que c'est là le fond de la question, lorsqu'on parle de bac + 2 ou de bac + 3.

A l'assemblée générale du soir, plus de 700 personnes étaient là. La journée a été appréciée comme un succès, mais la mobilisation est apparue comme inégale. Si une partie de l'Ile-de-France est très combative, et en grève reconductible depuis le 16 septembre (en particulier la Seine-St-Denis, les Yvelines, et une partie des Hauts-de-Seine), ailleurs le mouvement est moins fort. La grève doit continuer jusqu'au moins le vendredi 4 octobre, avec comme but d'approfondir le mouvement. Une autre journée nationale de grève, avec manifestation, a été décidée, sans que la date soit fixée pour le moment.

«Les AS ont le moral» ainsi que le lançaient des manifestants, mais le problème a été posé des moyens à prendre pour approfondir la mobilisation.

Des AS ont proposé de converger avec d'autres catégories en se joignant, par exemple, à la manifestation des infirmières du 3 octobre, ou à la grève du 17 octobre du personnel de santé et des services sociaux. On en est là.

SNECMA (Corbeil - 91)

NON AU LICENCIEMENT D'UN CARISTE PAR LA SERCOMAT, ENTREPRISE EXTÉRIEURE

Entreprise sous-traitante de la SNECMA, la SERCOMAT, qui emploie essentiellement des caristes (près d'une trentaine en tout), est surtout spécialiste des mauvais coups.

Après avoir licencié l'un d'eux au début du mois de septembre, elle s'en prend, aujourd'hui, à un autre cariste. La direction de la SERCOMAT lui reproche de ne plus pouvoir tenir son poste de travail.

Ce dernier avait été embauché pour laver des pièces au karcher. Mais asthmatique - son état de santé ne lui permettant plus de faire ce travail -, il avait donc été muté à un poste de cariste. Tout semblait aller pour le mieux... lorsqu'il reçut une lettre de licenciement !

Lors de l'entretien préalable, pratiquement tout le personnel de la SERCOMAT débraya en signe de protestation. Face à cette mobilisation, la direction recula et proposa de transformer le licenciement en... mutation à Hispano, c'est-à-dire carrément à l'opposé à Bois-Colombes dans la banlieue nord, alors que Corbeil est tout au Sud. Ce qui représente quatre heures de transport et la perte des primes d'équipe et de salissure.

Personne n'a été dupe de la manœuvre. Et depuis le jeudi 26 septembre, près de la moitié des caristes sont en grève pour empêcher ce que tout le monde considère comme un licenciement déguisé. Le lendemain, les caristes de la SERCOMAT ont fait le tour de l'atelier de la SNECMA, avec des panneaux et en scandant des mots d'ordre contre le licenciement ; une manifestation bien perçue par les travailleurs de la SNECMA qui suivent le mouvement avec sympathie.

Pour l'instant, la direction de la SERCOMAT joue les arlésiennes. Quant aux grévistes, leur moral est bon - mardi 1er octobre, ils ont même isolé un intérimaire de Villaroche envoyé par la direction pour faire leur travail - et ils comptent bien poursuivre la grève jusqu'à la levée de la mesure de licenciement déguisé.

Correspondant LO

Air-France (Orly Nord)

3 000 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Il n'y a pas eu de grosse surprise, dans les ateliers et les hangars d'Orly, à l'annonce des 3 000 suppressions d'emplois, d'ici deux ans, décidées par la direction d'Air France. Les bruits les plus divers circulaient depuis des mois.

Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs âgés de 55 ans ou plus espèrent pouvoir partir comme ont pu le faire récemment 200 cadres. En effet, en 1991, il y a déjà eu 1 500 suppressions d'emplois à Air France, en comptant les départs à la retraite non remplacés, les embauches prévues non réalisées comme celles des 60 travailleurs en formation en alternance et la fermeture d'un service, le nettoyage des avions.

Evidemment, un peu partout, l'encadrement pousse les travailleurs à faire plus. C'est la chasse aux temps morts et la multiplication des horaires pourris. Et pour tous l'annonce des nouvelles suppressions d'emplois, cela signifie que l'on va continuer à nous en demander davantage, tandis que d'un autre côté le pouvoir d'achat est en baisse.

Mais il y a aussi la crainte des licenciements "secs" ou en tout cas une grosse inquiétude pour l'avenir. Quand on voit ce qui se passe aux Etats-Unis et en Angleterre, où les compagnies licencient ou se débarrassent de secteurs entiers, comme la British Airways qui vient de mettre en vente ses ateliers de révision et d'entretien des avions, il y a effectivement de quoi être inquiets. Car ces restructurations vont de pair avec des baisses de salaires et une détérioration des conditions de travail.

Alors, Air France a programmé la régression sociale. Reste aux travailleurs à se préparer pour y faire obstacle.

Correspondant LO.

Basse manœuvre

Le mercredi 18 septembre, suite à une plainte déposée par Air France, la police a perquisitionné le sous-sol, où se changent ceux qui nettoyent les avions à Orly. Tous les travailleurs qui ont leurs affaires dans ces locaux ont été traités comme des malfrats. Certains ont été coincés dans les vestiaires pendant que les flics ouvraient ou forçaient 200 placards. Il y a eu aussi des perquisitions à domicile avec des propos du genre "Dis-nous tout de suite ce que tu as ou on fout le pavillon en l'air".

Aujourd'hui, l'enquête continue, des travailleurs sont convoqués à la police pour interrogatoire. Mais les flics n'ont rien trouvé sinon des broutilles. Et la direction des ateliers à Orly, dont dépendent ces travailleurs, dit maintenant qu'elle ne portera pas plainte contre eux, tout en se réservant la possibilité de les sanctionner selon le règlement... sanctions qui peuvent aller jusqu'au licenciement.

Mais il faut savoir que la fermeture de ce service était prévue -et a eu lieu le 1er octobre . Et que plusieurs travailleurs refusaient la mutation et la perte de salaire qu'on leur proposait.

Alors, ils sont nombreux ceux qui pensent que cette opération de police est un coup monté pour faciliter la fermeture. Et ils l'ont montré en débrayant à plusieurs reprises contre l'intervention de la police.

Correspondant LO

26 septembre 1991, journée d'action des hôpitaux

ÇA REDÉMARRE ?

Pendant l'été, le personnel des hôpitaux a dû affronter des conditions de travail plus dures encore que d'habitude. Malgré les fermetures massives de lits, la charge de travail s'est aggravée et, tout en maintenant la pénurie des effectifs, les directions exerçaient de fortes pressions pour allonger les journées de travail et faire changer les gens d'équipe au gré de leurs besoins.

C'est pourquoi la journée d'action du 26 septembre, annoncée depuis longtemps, offrait une occasion à tout le mécontentement accumulé de s'exprimer dans la rue. L'appel en avait été lancé par une association qui s'est baptisée Coordination Nationale Infirmière, reprenant le nom de l'organisme qui représentait les grévistes de 1988, et qui regroupe actuellement des réseaux situés surtout dans des villes de province. Mais bien d'autres organisations s'étaient ralliées à cet appel : l'Union Infirmière de France (association issue, elle aussi, de la Coordination Infirmière de 1988), la CGT, le CRC (ex-CFDT des hôpitaux dissoute en 1988), FO.

Les syndicats appelaient toutes les catégories ; mais le fait que l'initiative soit venue des organisations infirmières et qu'une fois de plus, les médias ne parlent que d'elles, a sans doute contribué à dissuader nombre d'autres agents.

Banderole de la Coordination Infirmière en tête, le cortège de quelques milliers de personnes défila jusqu'au ministère de la Santé. On retrouvait la revendication d'un "statut" avec reconnaissance d'un niveau d'études "bac + 3". Des élèves-infirmières de Bichat avaient écrit sur leur banderole : *"Elèves bouche-trous, effectifs et salaires à revoir"*. Mais ce qu'on ne retrouvait pas, c'était le caractère explosif du mouvement de 1988, qui avait failli entraîner l'ensemble du monde hospitalier.

Parmi les hôpitaux les plus fortement représentés, seul Henri Mondor s'affichait *"Infirmières et Personnel de Santé"*. Par endroits, des banderoles CGT élargissaient les revendications : *"2 000 francs tout de suite"* ; ou comme sur celle d'Ambroise Paré : *"Non à la productivité de l'hôpital-entreprise"*.

Une nouvelle manifestation est convoquée pour le jeudi 3 octobre. Les infirmières veulent faire entendre leurs revendications à Durieux qui a le culot de prétendre que le manque d'effectifs et les salaires sont de faux problèmes.

Justement non, ce sont bien les vrais problèmes et pas seulement ceux des infirmières, mais ceux de tous les travailleurs, quelle que soit leur catégorie professionnelle.

Alors, à quand une lutte d'ensemble ?

Correspondant LO

AU CHU DE ROUEN UN RAS-LE-BOL CERTAIN

Au CHU de Rouen, la grève du 26 septembre a bien montré le ras-le-bol des infirmières. Les conditions de travail se sont encore aggravées. Une quarantaine de postes d'infirmières (sur environ 600) ne sont pas pourvus, malgré l'arrivée de la promotion de l'école d'infirmières et l'embauche d'intérimaires. De plus, vu le manque de lits dans la région, la rotation des malades s'accélère encore au CHU.

Le 26 septembre, 150 infirmières de Rouen sont venues à Paris pour manifester.

Certaines d'entre elles avaient déjà participé aux grandes manifestations de 1988 (où elles avaient été jusqu'à 250 à venir de Rouen). Mais pour beaucoup d'autres, c'était leur première manifestation parisienne.

Le lendemain, comme tous avaient constaté l'impact de la manifestation, l'ambiance était bonne dans les services.

Une assemblée générale et une manifestation à Rouen étaient envisagées pour la semaine suivante.

Correspondant LO

DÉBRAYAGE A RENAULT CLÉON

A l'usine de Renault Cléon, le mécontentement des travailleurs au sujet des salaires n'a pas faibli malgré la coupure des congés d'été. Environ 2 000 salariés avaient déjà débrayé au sujet de la prime d'intéressement en baisse de 3 300 F par rapport à l'an dernier.

La direction, entre-temps, avait suspendu le plan dit "social", c'est-à-dire le plan de licenciements. Cependant, Lévy clame toujours que les effectifs devront baisser de 40 % d'ici 1997.

Courant juillet, la direction annonçait l'embauche de 200 intérimaires pour faire face à une hausse de la production. Cela n'est pas passé inaperçu et de nombreux travailleurs ne sont pas gênés pour dire que le moment était favorable pour montrer à la direction que 2,5 % d'augmentation amputés par ailleurs des 0,9 % de cotisation de la Sécurité sociale étaient loin de faire le compte.

Sentant donc que le mécontentement était profond, la CGT et la CFDT ont appelé mercredi 25 septembre à 1 h 30 de grève sur toute l'usine.

Le débrayage a réuni autant de travailleurs qu'au mois de juillet dernier, soit plus de 2 000 sur les 5 600 que compte l'usine. Des ateliers entiers étaient déserts. Les grévistes étaient contents de se retrouver aussi nombreux. Des techniciens des bureaux, des agents de maîtrise étaient même présents. Tout le monde voyait aussi d'un bon oeil les débrayages qui viennent d'avoir lieu dans d'autres usines de la Régie comme à Sandouville et au Mans.

Il est difficile de dire à l'heure où nous écrivons si ce deuxième débrayage est l'amorce d'un mouvement plus large à Cléon sur la question des salaires. La grande majorité des grévistes se dit cependant prête à débrayer à nouveau si l'occasion se présente.

Personne en effet ne se fait d'illusion sur le fait que la Régie lâchera facilement de la rallonge. L'immense majorité des travailleurs de Cléon en a assez des bas salaires et des cadences sans cesse en hausse. Ce que la direction n'a pu manquer de comprendre quand elle a reçu une délégation de grévistes qui lui a dit directement le sentiment de ras-le-bol général.

Correspondant LO

Télécom

Central de Paris inter-archives :

"Application stricte" du règlement et "étroitesse de l'effectif"mènent... à la grève !

Depuis des mois, la direction du Central fait pression sur le personnel des salles pour augmenter le nombre des appels traités (il s'agit de communications et de renseignements internationaux). Après la mise en place d'un nouveau matériel et la formation du personnel, on a commencé à accélérer le rythme d'arrivée des appels et maintenant, au bout de 20 secondes, un appel arrive automatiquement dans les oreilles de l'opérateur qui est souvent encore en train de ranger la documentation qu'il a dû consulter.

(Arc)

Pour que le rendement augmente, on fait surveiller le personnel par un encadrement dont la tâche n'a plus rien à voir avec l'organisation technique du travail. Les surveillantes passent leur temps - tout leur temps - à remplir un "cahier d'incidents" : une opératrice parle à une collègue, c'est noté ; quelqu'un revient une minute en retard de sa pause, c'est noté ; quelqu'un part en pause une minute en retard, c'est aussi noté ; quelqu'un stationne dans la salle, c'est encore noté ; quelqu'un ouvre une fenêtre du couloir, c'est toujours noté. Bref, tout est noté. Ces "cahiers d'incidents" sont de véritables annuaires (en poids et en nombre de pages) qui sont dépouillés par la hiérarchie et donnent lieu à des observations, des rappels à l'ordre et autres réflexions désagréables pour les agents.

En plus, ces derniers mois, les circulaires et les notes de service se sont mises à pleuvoir : interdiction de s'appuyer aux barres d'appui des fenêtres des couloirs, interdiction d'apporter du liquide dans les salles, interdiction de poser un livre ou une revue sur les plans de travail, interdiction de ceci, interdiction de cela... Et ces "ordres de services", réédités régulièrement, tantôt signés du grand chef, tantôt d'un sous-fifre, se terminent toujours par la consigne de veiller à leur "application stricte".

Enfin, pour ajouter encore à la tension, une kyrielle de chefs de tout grade arpentent les salles et les couloirs, surveillant tout, se mêlant de tout, faisant des commentaires sur tout, y compris, pour certains, sur le physique des opératrices...

Inutile de dire que l'atmosphère devenait de plus en plus irrespirable dans les salles. D'autant plus que le manque de personnel (qu'un directeur adjoint appelle pudiquement "l'étroitesse de l'effectif") empêche le personnel de prendre ses repos compensateurs quand il le désire ou d'obtenir l'horaire qu'il souhaite.

Le personnel des salles décida donc de faire grève le mardi 24 septembre.

La colère était si visible que la direction générale donna l'ordre à la direction du centre de calmer le jeu... C'est ainsi que, la veille de la grève, le même directeur qui demandait *"l'application stricte"* des circulaires, revenait sur toutes les notes précédentes. Elles auraient été faites pour les nouveaux venus, elles ne devaient pas *"donner lieu à des interprétations abusives"*, etc., et il concluait en souhaitant *"l'instauration de relations de travail confiantes, courtoises et dépourvues d'arrière-pensées" !*

La grève a quand même eu lieu : plus de 350 grévistes sur un peu moins de 600 personnes prévues ce jour-là. Mais si ce débrayage de 24 heures a suffi pour rappeler la direction à l'ordre, le problème essentiel reste posé, celui du manque du personnel.

LE COUT DU TÉLÉPHONE

Dans le cadre du contrat de Plan qui va être signé avec l'Etat à la mi-octobre, le ministre des PTT vient d'annoncer les tarifs qu'il a l'intention de faire appliquer pour les trois ans à venir : le prix des communications urbaines va doubler ! En effet la durée de la taxe de base - 73 centimes- sera réduite d'une minute par an pour passer des six minutes actuelles à trois minutes en 1994.

En d'autres termes les particuliers, qui sont les principaux utilisateurs des communications urbaines, verront leurs factures augmenter.

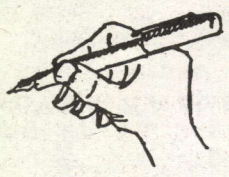
Pour les précédentes augmentations on avait invoqué la modernisation du réseau. C'est chose faite. Et à la direction des Télécoms, on se vante même d'amortir l'installation d'un central interurbain en six mois et d'un central urbain en un an.

Aucun besoin, donc, d'augmenter les tarifs pour équiper le réseau.

Jean-Marie Rausch, le ministre des PTT, l'a d'ailleurs annoncé dans sa conférence de presse : il ne s'agit pas de faire des bénéfices puisque les recettes supplémentaires ainsi dégagées serviront à compenser la baisse prévue, dans le même plan, pour les tarifs interurbains et internationaux qui constituent l'essentiel des dépenses téléphoniques des entreprises.

Voilà une manière claire, nette et sans fard, de verser aux capitalistes ce qu'on prend dans la poche des particuliers.

Des lecteurs nous écrivent...



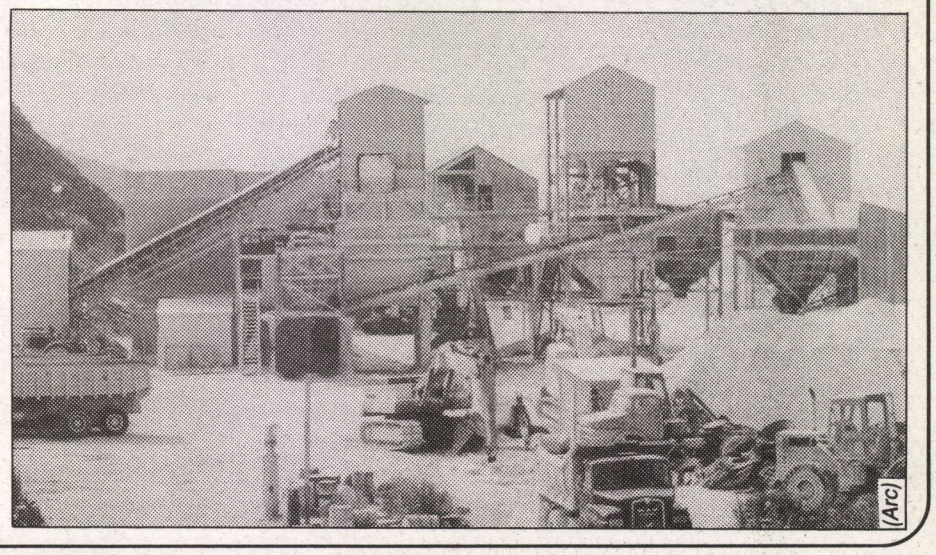
LES CIMENTS FRANÇAIS EXPORTENT LEURS CAPITAUX... ET LICENCIENT LEURS OUVRIERS

Un de nos lecteurs, témoin d'une conférence de presse où le PDG de Ciments français annonçait la fermeture de ses usines du Nord, nous fait part de son indignation devant le cynisme du patronat :

Le patronat n'a vraiment plus aucune pudeur et le cynisme fait partie de ses vertus. Exposant ses résultats devant la presse financière, le PDG de Ciments français (Troisième groupe cimentier mondial) annonce la fermeture de ses usines du Nord de la France, sans aucun état d'âme. L'an dernier, le groupe a racheté la Compagnie des ciments belges, la production de cette société va permettre de couvrir le marché que fournissaient les usines fermées et 50 % des besoins de la région parisienne. "Mais ne vous en faites pas" *a-t-il précisé,* "nous avons mis en œuvre des plans sociaux pour les travailleurs privés de leur emploi en recourant au FNE" *(entendez par là des pré-retraites payées par les ASSEDIC, déjà déficitaires !...)*

A une question sur le risque de fiscalité prenant en compte l'environnement, la réponse est simple : "Nous irons produire dans les pays moins pointilleux sur la pollution". *D'ailleurs les prochains investissements importants du groupe consistent dans la construction d'une usine au Maroc et d'une autre à Ankara. La main-d'œuvre y est meilleur marché et les normes anti-pollution sont moins strictes.*

Ce qui n'empêchera pas cette société, comme le conclut notre lecteur, de dire à ses ouvriers *"qu'il faut faire face aux étrangers, être compétitif et pour cela accroître la productivité".*



(Arc)

Deux livres de Rachid Mimouni

○ UNE PEINE À VIVRE

Avec ce nouveau roman, Rachid Mimouni, qui a écrit, entre autres, un recueil de nouvelles sur l'Algérie d'aujourd'hui, *La ceinture de l'ogresse,* et *Le fleuve détourné,* qui ressort aujourd'hui en collection de poche (voir article ci-contre), aborde le thème de la dictature militaire et de la dure vie d'un dictateur.

Le «Peine à vivre» est en effet un maréchalissime, dictateur absolu d'un Etat qui n'est pas nommé, et qui emprunte la plupart de ses traits aux différents dictateurs qui ont exercé ou exercent toujours le pouvoir absolu dans les pays du Maghreb... Il ressemble aussi sans doute à bien d'autres, – les dictatures dans les pays pauvres obéissant à des logiques semblables – mais le roman se passe dans un pays producteur de pétrole comme l'Algérie ou la Libye... Le maréchalissime a émergé de la misère grâce à l'armée qui fait régner sur le pays une atmosphère de caserne...

Les chefs de la sécurité de ce pays sont régulièrement et à tour de rôle limogés et éliminés, eux et tout leur «clan». Une fois le chef de clan exécuté, sa famille et ses proches sont envoyés dans la plus lointaine des prisons militaires, au secret... Et l'on songe à l'histoire d'Oufkir, de sinistre mémoire, éliminé par le non moins sinistre Dlimi, lui-même éliminé... La dictature a ses mécanismes... que le maréchalissime commente avec un joyeux cynisme : *«Les fidélités les plus sûres sont les plus récemment acquises»,* d'où la nécessité sans doute d'éliminer un chef de police même s'il n'a commis *«aucune erreur»,* car *«un homme qui occupe longtemps une fonction finit par croire qu'il doit sa longévité à ses qualités personnelles».*

Avec son humour et sa férocité habituels, Rachid Mimouni fait une critique acérée de ce type de régime policier et militaire, qui fonctionne en univers clos à la façon des casernes. Un régime où, comme dans les casernes, c'est le règne des sergents, c'est-à-dire des petits fontionnaires obtus mais aux décisions sans recours, pendant que les officiers supérieurs goûtent, eux, aux délices du pouvoir et de la corruption et jouent aux parrains avec les notables locaux. Manifestement Rachid Mimouni s'est bien amusé avec son personnage à qui il fait gravir un à un les échelons du pouvoir absolu, mais qui finit par échouer bêtement devant une femme qui échappe à son autorité.

C'est corrosif. Mais cela reste malgré tout assez général. Et le lecteur qui aime retrouver dans les livres de Rachid Mimouni un certain tableau critique de la société algérienne d'aujourd'hui reste un peu sur sa faim.

Cela dit, on ne s'ennuie pas. Et la façon dont Rachid Mimouni raconte comment le dictateur, sur le point de disparaître, organise l'ouverture démocratique et met en place un certain nombre de «simulacres démocratiques», des élections à la liberté de la presse, est tout à fait d'actualité.

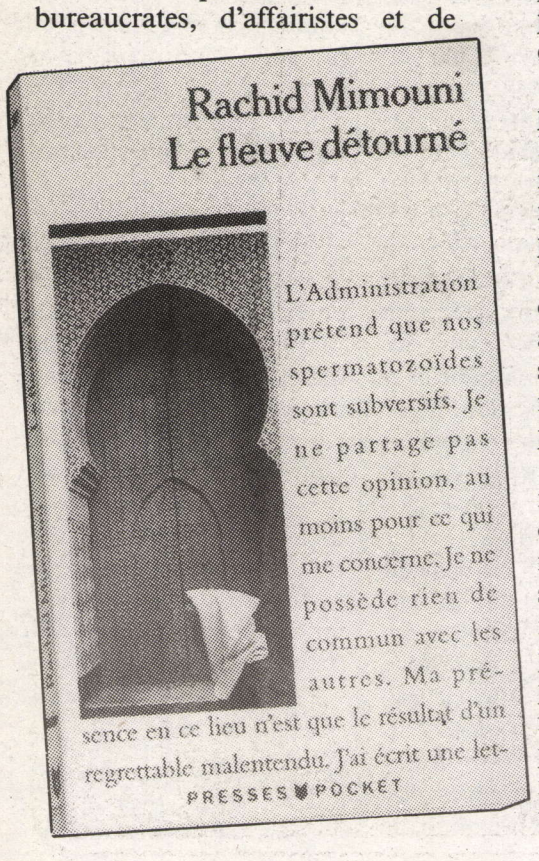
Cécile BERNIER

Une peine à vivre ***de Rachid Mimouni. Ed. Stock – 120 F.***

Réédition

○ *LE FLEUVE DÉTOURNÉ*

Le fleuve détourné est l'histoire de la révolution algérienne «détournée» par les dirigeants du FLN et les militaires au profit d'une caste de bureaucrates, d'affairistes et de nouveaux notables qui, une fois coulés dans le moule des ex-colonisateurs, ont continué d'exploiter, pour leur propre compte, le petit peuple demeuré aussi pauvre qu'avant.



Le héros est un fils de paysan pauvre enrôlé dans le maquis du FLN comme cordonnier ; les maquisards avaient besoin de bonnes chaussures pour remplacer les pataugas devenues introuvables... Laissé pour mort lors du bombardement du camp où il travaillait, amnésique pendant des années et soigné dans un pays voisin, il retrouve la mémoire et revient au pays dix ans après.

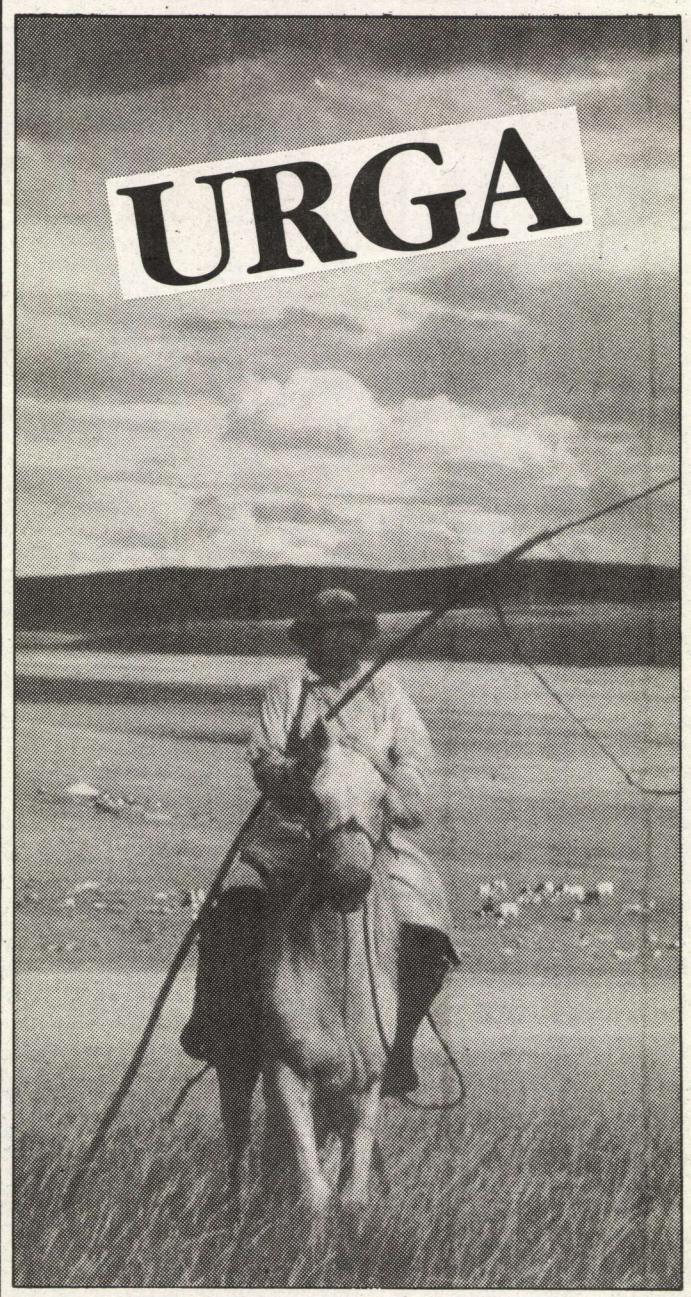
Au village, on le considère pour mort. Son nom est sur le monument des martyrs et doit y rester. Sa réapparition n'arrange personne et surtout pas son cousin devenu maire. Etranger dans son propre pays car sans papiers, et dans l'impossibilité d'en obtenir, il part à la recherche de sa femme et de son fils, partis vers la ville. Pour survivre, il n'a que des petits boulots, comme un émigré ; devenu éboueur, il participe à une grève et l'administration le pourchasse comme «meneur» avant de le jeter à l'asile pour fous.

C'est un bilan amer mais féroce du régime issu de la révolution, qu'a dressé avec ce roman Rachid Mimouni, bien loin des espoirs qu'elle avait pu susciter dans le petit peuple des fellahs : *«Nous sommes descendus de nos montagnes la tête emplie de rêves... Nous rêvions d'inscrire la liberté dans tous les actes, la démocratie dans tous les cœurs, la justice et la fraternité entre tous les hommes... Mais tandis que le peuple en liesse fêtait ses retrouvailles avec la liberté, d'autres hommes, tapis dans l'ombre, tiraient des plans sur l'avenir... Et un beau matin nous nous sommes réveillés avec un goût d'amertume dans la bouche... le désastre accompli...»*

Un récit, qui depuis sa première publication en France en 1982, a gardé toute son actualité.

C. B.

Le fleuve détourné ***de Rachid Mimouni. Ed. Presses Pocket.***



de Nikita Mikhalkov

Nikita Mikhalkov est un réalisateur parfaitement réactionnaire. Il se définit lui-même comme «tricolore», c'est-à-dire nationaliste. Il a toujours détesté les bolcheviks, coupables, entre autres, d'avoir fait sombrer le peuple dans l'athéisme.

Lorsqu'on ignore cela, son film *Urga* apparaît comme un magnifique poème sur la steppe mongole, et ses habitants qui vivent libres et en harmonie avec la nature (du moins tant que la civilisation et ses téléviseurs ne viennent pas les perturber), comme un récit sur l'amitié entre un camionneur russe égaré dans le coin et un nomade qui ne se déplace que vissé sur son cheval. Un film plein d'air pur, de grands espaces, et de vent qui fait onduler les herbes de la steppe. Un très beau film.

Mais lorsqu'on connaît les idées de Mikhalkov, on comprend mieux pourquoi le Russe évoque une (très belle) chanson sur les héros russes qui ont combattu pour la patrie et qui sont morts dans les plaines de Mandchourie (c'était au temps des tsars...). On comprend pourquoi une gamine récite, en matière de dérision, une chanson à la gloire de Lénine et de la Révolution d'Octobre. Et on comprend aussi pourquoi le héros du film, le Mongol Gombo, évoque son grand ancêtre Gengis Khan (un fameux démocrate celui-là !). Finalement tous les nationalistes se rejoignent et se comprennent, qu'ils soient russes ou mongols...

On peut être poète et réactionnaire, ce n'est pas nouveau. On peut aussi aller voir ce film, mais en sachant ce qu'on va voir.

André VICTOR

YOUGOSLAVIE

LE NATIONALISME MENE AU CHAOS

Dans la nuit du 30 septembre, un communiqué signé "*l'état-major du commandement suprême des forces armées yougoslaves*" avertissait les autorités croates qu'elles détruiraient "*immédiatement un ouvrage d'intérêt vital pour l'armée yougoslave attaquée et occupée*" par les forces croates. L'objectif affiché n'est même pas militaire. Il s'agit d'intimider, non pas l'armée d'en face, mais la population, en pratiquant des représailles. Dans le même temps une colonne blindée de l'armée fédérale se mettait en branle et lançait une offensive dans la région de Dubrovnik. La trêve, la septième en quelques semaines, a donc été une nouvelle fois rompue, les deux camps se rejetant la responsabilité de cette rupture.

La guerre a donc repris, avec plus de violence encore. Elle apparaît de jour en jour plus ouvertement pour ce qu'elle est depuis le début : l'affrontement brutal de deux nationalismes.

En premier lieu le nationalisme serbe. Car derrière les grands principes invoqués par les chefs de l'armée fédérale, leurs prétendues intentions de maintenir l'unité de la fédération, leur soi-disant souci de protéger les populations serbes vivant en Croatie, il y a leur volonté, quasiment affichée, d'imposer leur suprématie aux autres républiques, ou pour le moins d'étendre les limites de la Serbie.

Les dirigeants et les milices armées croates, dont les plus importantes se réclament explicitement des idées de l'extrême-droite, et des traditions d'Ante Pavelitch et de ses tristement célèbres Oustachis, justifient leur mobilisation en invoquant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Mais ce droit, ils ne l'entendent que pour eux-mêmes, pas pour les populations d'autres origines qui vivent sur leur territoire. C'est bien l'illustration que, là encore, les grands principes n'ont rien à voir avec une quelconque intention de faire prévaloir le droit et la démocratie, mais servent à masquer la volonté d'oppression.

Chaque jour qui passe, chaque degré franchi dans l'escalade guerrière approfondit le fossé de haine entre les populations. Les exactions d'un côté comme de l'autre contribuent à alimenter les sentiments nationalistes de la population, et aboutissent à les solidariser avec leurs dirigeants respectifs, derrière des hommes, derrière une politique qui est à l'opposé des intérêts des travailleurs et de la population laborieuse.

C'est une impasse sanglante où les entraînent les nationalistes qui, d'un côté comme de l'autre, utilisent les peuples et leurs aspirations, comme instrument de leurs ambitions politiques et économiques. Les travailleurs n'ont pas le moindre intérêt en commun avec ces dirigeants qui, hier ensemble, aujourd'hui divisés et concurrents, les exploitaient et les exploitent encore. Ils doivent reprendre l'initiative politique, sur leur propre terrain, celui de la lutte de classe.

C'est nécessaire et c'est possible. Car même en temps de guerre civile, les usines et les bureaux fonctionnent, les ouvriers, les employés y sont rassemblés chaque jour, que ce soit en Serbie, en Croatie, ou dans les autres républiques. Et les travailleurs ont leurs propres revendications à défendre. Contre les prix qui augmentent, contre le rationnement inégalitaire, contre leur utilisation comme chair à canon dans une guerre qui n'est pas la leur.

Et au plan plus général ils ont d'autres perspectives politiques à offrir à l'ensemble de la société, que celles, barbares, que mettent en avant ces coteries nationalistes, ces bureaucrates parvenus, ces bourgeois avides de s'enrichir qui occupent aujourd'hui le devant de la scène.

Bien évidemment les travailleurs doivent être pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, eux dont l'intérêt est de combattre toutes les formes d'oppression, doivent s'opposer à l'oppression nationale. Ce qui n'est nullement contradictoire avec la perspective d'une coopération dans de vastes ensembles territoriaux, humains, fondés sur des rapports d'égalité. Ce n'est que pour les bourgeois nationalistes que c'est contradictoire. Car eux ne voient l'avenir qu'à travers les lunettes de leurs intérêts particuliers, leur égoïsme. Ils sont même capables, on le voit, de provoquer une crise, le chaos qui peut engloutir la société toute entière.

La seule issue valable à opposer aux bourgeoisies nationalistes, c'est le combat pour une société socialiste.

Il ne faut pas que les travailleurs se trompent d'ennemi. Leurs adversaires ne sont pas les prolétaires d'en face, ou ceux qu'ils côtoient, dans les quartiers, à l'usine, au bureau, sous prétexte qu'ils n'auraient pas la même origine qu'eux, mais cette couche de nantis qui s'enrichissent en les exploitant. C'est elle qu'il leur faut combattre, c'est elle qu'il leur faut renverser, quelque soit la défroque nationale dont ces profiteurs se parent aujourd'hui.

J.P. VIAL.

Service militaire

(AFP)

10 mois ou 12 mois à faire le con.

PROMESSES ÉLECTORALES ET RÉALITÉS

Le gouvernement s'est finalement décidé à mettre en débat, devant l'Assemblée nationale, la réduction du service militaire à 10 mois. Cela, plus de dix ans après que Mitterrand, dans le cadre des élections présidentielles de 1981 avec ses *"110 propositions"* a promis sa réduction à 6 mois ! Pour tenir sa promesse, il ne resterait donc qu'à diminuer encore de quatre mois la durée d'incorporation des appelés. Si ça met aussi longtemps que pour les deux premiers mois, il faudrait que Mitterrand se maintienne encore au pouvoir pendant vingt ans...

On ne peut pas dire que Mitterrand ait jusque-là pris de front les généraux de l'état-major pour leur imposer une réforme tant attendue par les conscrits de sa "génération". Non, les socialistes qu'ils soient chevènementistes, jospinistes, rocardiens, fabiusiens ou mauroyens étaient jusque-là tellement occupés à essayer de prouver à l'armée qu'ils l'aiment beaucoup, et même au-delà, qu'ils n'ont pas vraiment eu le temps de tenir les promesses de Mitterrand.

Mais aujourd'hui, ils pensent sans doute que ce qui ferait le plus plaisir aux sommets de l'institution militaire, c'est une bonne "armée de métier" à base d'engagés plus que de conscrits. D'autant que la situation politique mondiale évolue, qu'en dehors des expéditions dans les ex-colonies africaines, *"défendre la France"* - c'est-à-dire des Mobutu, des Bongo, ou autres dictateurs de la même eau dont le pouvoir pourrait être menacé -il peut y avoir besoin d'aller guerroyer en Irak, ou dans d'autres pays où les généraux préfèrent pour le moment avoir des troupes super entraînées et super équipées plutôt que des conscrits. Au point même que le RPR défende maintenant *"la suppression pure et simple du service national"*. Le RPR bien sûr ne réclame pas que le budget militaire (actuellement 18 % du budget total de la France et de l'ordre de 240 milliards de francs) soit supprimé. Au contraire, il plaide pour son augmentation, et pour l'armée de métier. C'est-à-dire pour l'existence d'une machine à tuer, capable de servir à des expéditions pour défendre les privilèges de dictatures, ou les intérêts des industriels et des banquiers, et en général les deux simultanément.

Ni armée de métier, ni armée de conscription, pas d'armée du tout ; tels sont les seuls objectifs conformes aux intérêts de la grande majorité de la population qui a certes à se défendre, mais essentiellement contre les attaques des profiteurs qui l'exploitent. Et pour le moment, avec le passage du service de douze mois à dix, on est encore loin des objectifs.

Bien sûr, on ne peut malgré tout que se réjouir avec les appelés d'aujourd'hui, qui auront la satisfaction de faire tout de même deux mois de moins d'ici peu. Mais sans oublier pour autant que, comme le dit un jeune interviewé dans ***le Parisien*** du 2 octobre, "faire le con dix ou douze mois, c'est toujours faire le con".

L.G.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995